



LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

Novembre 2006

HANDICAPÉ,
MAIS
CAPABLE





La société américaine : Volume 11, Numéro 11

Directrice de la rédaction	Robin Yeager
Rédactrice en chef	Chandley McDonald
Rédactrice adjointe	Rosalie Targonski
Documentalistes	Mary Ann Gamble Kathy Spiegel
Photographe pour IIP	Barry Fitzgerald
Recherche photographique	Ann Monroe Jacobs
Conception page de couverture	Thaddeus Miksinski

Directeur de la publication	George Clack
Réviseur exécutif	Richard Huckaby
Chef de la production	Christian Larson
Chef adjoint de la production	Sylvia Scott
Traduction	Service linguistique IIP/G/AF
Maquette de la version française	Africa Regional Services, Paris

Conseil de rédaction	Jeremy Curtin Janet Garvey Charles Silver Jeffrey Berkowitz
----------------------	--

On peut trouver la conception artistique, par la Guilde des artistes graphiques, des symboles internationaux du handicap, à <http://www.gag.org/resources/das.php>

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie cinq revues électroniques sous le logo «eJournal USA» – *Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des États-Unis* et *La Société américaine* – qui examinent les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale ainsi que la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis.

Une nouvelle revue est publiée chaque mois en anglais et est suivie deux à quatre semaines plus tard d'une version en français, en portugais, en espagnol et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et dans d'autres langues.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperliens; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, photographies et illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des États-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des revues à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante : <http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm>. Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, *eJournal USA*
IIP/PUBS
U.S. Department of State
301 4th St. SW
Washington, DC 20547
États-Unis d'Amérique
Courriel : eJournalUSA@state.gov

Avant-propos

Une déficience peut limiter, directement ou indirectement, la participation de l'individu qui en est atteint aux activités de la vie quotidienne. Les effets directs sont faciles à identifier – la cécité, par exemple, affecte la mobilité ainsi que la capacité de lire la presse imprimée de manière classique ou de regarder la télévision. Les effets indirects, par contre, sont parfois moins faciles à identifier, ou à compenser, mais ils sont aussi incapacitants que les autres. La présence d'une déficience peut compliquer la scolarité de sorte que certaines personnes handicapées peuvent avoir un niveau d'instruction inférieur, même si leur déficience n'est ni intellectuelle ni cognitive. Selon leur handicap et l'accès qu'ils ont à diverses formes de soutien, les personnes atteintes d'une déficience peuvent se heurter à d'autres effets indirects, par exemple, à une mobilité réduite, à moins de possibilités de socialisation, à plus de difficultés à trouver du travail (ou à se rendre au travail ou à accomplir les tâches requises d'un point de vue strictement physique) et également avoir plus de difficultés à satisfaire leurs besoins sur le plan de la santé, du conditionnement physique et de la nutrition. Conscients du fait que les personnes handicapées, considérées dans leur ensemble, ont tendance à être moins instruites et plus sujettes au chômage, et qu'elles sont souvent en moins bonne santé que le reste de la population – dans bien des cas pour des raisons ne découlant pas directement de leur handicap –, les États-Unis se sont dotés de programmes et de protections juridiques qui visent à atténuer ces problèmes.

En faisant des recherches sur la question, nous avons constaté qu'il y avait toujours quelqu'un prêt à revendiquer un rôle dans la paternité de la Loi relative aux Américains handicapés (Americans with Disabilities Act, ADA) ou à en attribuer le mérite à une tierce personne. Nous avons fini par comprendre que ces allégations apparemment contradictoires, loin de refléter une situation conflictuelle, illustrent en fait l'étonnant degré de coopération et de collaboration qui a été nécessaire pour promouvoir l'adoption de cette loi.

Des présidents aux membres du Congrès en passant par les organisations de défense des droits civils, les agences qui répondent aux besoins des personnes handicapées, les avocats, les hommes d'affaires, les philanthropes, les chercheurs dans le domaine médical et technique et les militants de



Lorsqu'on aide une personne à atteindre son plein potentiel, c'est la société qui y gagne.

terrain, un nombre incalculable de personnes ont apporté une pierre à l'édifice de l'ADA, par leurs idées, l'exemple qu'elles donnent et la source d'inspiration qu'elles constituent, mais par-dessus tout, elles ont renforcé la valeur culturelle qui sous-tend l'ADA, à savoir la conviction que tout individu a des aptitudes et des déficiences. Si elles sont soutenues, même les personnes les plus lourdement handicapées peuvent surmonter leurs déficiences tout en maximisant leurs aptitudes et mener une existence épanouie et utile, non seulement en contribuant à leur propre bien-être, mais aussi en enrichissant le reste de la société de multiples façons.

Ce numéro de la revue électronique présente certains des aspects de cette question. Nous espérons que vous prendrez plaisir à lire les articles sur la loi relative aux Américains handicapés et sur les programmes en cours qui visent

à transformer les déficiences en aptitudes, qu'il s'agisse de procéder à des aménagements ou de miser sur la recherche technologique et médicale. En particulier, nous espérons que vous serez inspirés, comme nous l'avons été, par le récit d'individus et de groupes qui montrent, jour après jour, que les laissés-pour-compte peuvent avoir des dons étonnants. L'ouverture de débouchés et le démantèlement des barrières auxquelles se butent les personnes handicapées relèvent d'un effort continu ; nous abordons aussi certaines lacunes qui persistent et évoquons les démarches entreprises pour tenter de les combler.

Certains des programmes présentés dans ce numéro, par exemple les conseils pour trouver du travail, ont été créés pour venir en aide aux personnes vivant aux États-Unis. Nous avons décidé d'en parler parce qu'ils illustrent le large éventail de questions liées à l'application de l'ADA et qu'ils pourraient se révéler utiles à la création de programmes à l'étranger.

Dans le cadre de nos recherches, nous avons découvert des individus, des organisations et des gouvernements à travers le monde qui œuvrent au profit des personnes handicapées. Nous espérons que, tout comme nous avons été profondément inspirés par leur travail, ils trouveront les renseignements relatifs aux programmes en vigueur aux États-Unis intéressants et utiles.

La rédaction



LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / NOVEMBRE 2006 / VOLUME 11 / NUMÉRO 11

<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>

Handicapé, mais capable

4 **Proclamation à l'occasion du 16^e anniversaire de la Loi relative aux Américains handicapés**

LE PRÉSIDENT GEORGE W. BUSH

I – PROTÉGER LES DROITS DE TOUS

Ce chapitre évoque divers aspects de l'application de la Loi relative aux Américains handicapés (ADA) et les façons dont cette loi a amélioré la qualité de vie de millions d'Américains.

5 **Aux États-Unis, la société et les lois protègent les droits des personnes handicapées**

PETER BLANCK, PRÉSIDENT DE L'INSTITUT BURTON BLATT DE L'UNIVERSITÉ SYRACUSE

Un spécialiste des questions liées à l'ADA évoque les applications de cette loi ainsi que d'importantes décisions de justice.

9 **Garantir l'accès aux personnes handicapées: L'Affaire de la communauté**

MICHAEL JAY FRIEDMAN, RÉDACTEUR AU BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT

En réponse à l'ADA, les municipalités, tant grandes que petites, ont commencé à offrir tout un éventail de services et de ressources aux personnes handicapées.

12 Photothèque: *Aires de jeux*

13 **Embaucher des handicapés: Un bon calcul pour les affaires**

ELIZABETH KELLEHER, RÉDACTRICE AU BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT

L'ADA exige que les entreprises procèdent à des aménagements pour faciliter l'emploi de personnes handicapées. Cet article montre comment certaines sociétés s'y sont employées et ont bénéficié des fruits de leurs efforts.

16 Encadré: *L'entreprise face au handicap*

17 **Les Amérindiens et le handicap: Le programme AIDTAC de l'université du Montana**

JULIE CLAY ET GAIL GREYMORNING, DIRECTRICE ET DIRECTRICE ADJOINTE DU CENTRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX AMÉRINDIENS HANDICAPÉS (AIDTAC), AU SEIN DE L'INSTITUT RURAL DE L'UNIVERSITÉ DU MONTANA

Cet article mentionne les efforts mis en œuvre pour améliorer les possibilités d'emploi des Amérindiens et des autochtones de l'Alaska handicapés.

II – FAIRE FOND SUR LES PROGRÈS

On trouvera décrits dans la section suivante certains des domaines où des efforts ont été faits pour, ainsi que le prône la proclamation du président Bush, «faire fond sur les progrès déjà réalisés en vertu de la Loi relative aux Américains handicapés».

- 19 À la recherche d'informations sur les progrès de la médecine**
- 20 L'Initiative Nouvelle Liberté**
- 23 Informer le public: Le site Internet DisabilityInfo.gov**
- 23 Faciliter la recherche d'un emploi**
- 25 Santé et bien-être: L'appel à l'action du ministre américain de la santé**
- 27 L'éducation des enfants handicapés**
- 29** Encadré: *La sensibilisation aux problèmes des personnes handicapées*
- 30 Les moyens d'intervention en cas de catastrophe : Faire face aux besoins des personnes handicapées**
- 31 Handicap et affaires étrangères**
- 32 Équiper les personnes handicapées pour leur permettre de faire face aux problèmes de la vie quotidienne**
- 33** Photothèque: *Faire fond sur les progrès*

III – CÉLÉBRATION DES CONTRIBUTIONS DES PERSONNES HANDICAPÉES

Dans la présente section, ainsi que le président George Bush nous y invite dans sa proclamation, nous célébrons quelques-unes des nombreuses contributions apportées à la société par les personnes handicapées.

- 34 Mattie Stepanek, poète**
- 35 Angela Rockwood-Nguyen : Aider les autres à aller de l'avant**
- 36 Rachael Scdoris, musicien de compétition**
- 37 Michael Naranjo, sculpteur**
- 38 Le Président américain qui utilisait un fauteuil roulant**
- 39 Matthew Sanford, professeur de yoga**
- 40 Marlee Matlin, actrice**
- 41 Special Olympics**
- 42 Chris Burke, journaliste et acteur**
- 43 Le meilleur enseignement possible : Intercession, espoirs et rêves**
- 46 Mandy Oei**
- IV – AUTRE DOCUMENTATION**
- 48 Bibliographie (en anglais)**
- 50 Sites Internet (en anglais)**



Vidéo (en anglais)

- *Être handicapé ne veut pas dire incapable*

L'appel à l'action du ministre américain de la santé

- *C'est de capacité dont il s'agit, non pas de handicaps*

National Organization on Disability www.nod.org

<http://usinfo.state.gov/journals/itsv/1106/ijse/ijse1106.htm>

Proclamation à l'occasion du 16^e anniversaire de la Loi relative aux Américains handicapés

Le président George W. Bush

La Loi relative aux Américains handicapés (Americans with Disabilities Act, ADA) a aidé l'Amérique à tenir sa promesse à l'égard des millions de personnes handicapées. L'anniversaire de cette mesure de portée historique nous offre une occasion insigne de célébrer les progrès que nous avons accomplis au cours des seize années écoulées ainsi que les multiples contributions que les handicapés apportent à notre pays.

Lorsque le président George H. W. Bush a signé l'ADA le 26 juillet 1990, il a qualifié celle-ci de «renouveau extraordinaire, non seulement pour les personnes handicapées mais pour nous tous, car le précieux privilège qui consiste à être américain s'accompagne d'un devoir sacré, qui est de veiller à ce que les droits de tous les autres Américains soient aussi garantis». Les vastes réformes résultant de l'ADA ont joué un rôle significatif dans l'amélioration de la qualité de vie de millions d'Américains et d'Américaines qui doivent relever chaque jour des défis considérables afin de participer pleinement à tous les aspects de la vie américaine.

Par le biais de l'Initiative Nouvelle Liberté, mon administration continue de faire fond sur les progrès qui découlent de l'ADA. Nous avons mis en place une passerelle vers les services d'information et les ressources du gouvernement fédéral ayant trait aux handicaps en créant le site Internet DisabilityInfo.gov. En outre, les services de formation professionnelle et de placement établis dans le cadre du programme Billet pour le travail [Ticket to Work] et par les Centres polyvalents de développement des carrières [OneStop Career Centers] élargissent les possibilités d'emploi. Nous multiplions de même les possibilités d'éducation pour les enfants handicapés en leur fournissant les outils dont ils ont besoin pour réussir en classe, chez eux, et au sein de leur communauté. Nous appuyons par ailleurs les progrès technologiques et encourageons la diffusion accrue de technologies supplétives pour aider les personnes handicapées à vivre et à travailler de manière plus indépendante. Mon administration maintiendra ses efforts pour lever les obstacles auxquels sont confrontés les Américains handicapés et leur famille afin que chaque personne puisse réaliser son plein potentiel.

En ce jour anniversaire de l'ADA, nous soulignons notre volonté de veiller à ce que les promesses fondamentales de notre démocratie soient accessibles à tous nos ressortissants. En nous attachant à être une société plus secourable où l'espoir est de mise,

le caractère de l'Amérique les uns envers les Américains et toutes les nombreuses contributions personnes handicapées, employons à tenir la est de permettre à tous nos possibilité de vivre avec manière productive et de



© AP Images/Lawrence Jackson

continuons de manifester par notre compassion autres... J'invite tous les Américaines à célébrer les apportées par les tandis que nous nous promesse de l'ADA qui citoyens et citoyennes la dignité, de travailler de réaliser leurs rêves. ■

Au fil des ans, le président Bush a soutenu un grand nombre de programmes et de mesures législatives ayant trait au handicap. Dans cette photo datée de 2004, il bavarde avec une mère et sa fille avant de signer la Loi sur l'éducation des personnes handicapées (Individuals with Disabilities Education Act, IDEA).

I – PROTÉGER LES DROITS DE TOUS

Ce chapitre évoque divers aspects de l'application de la Loi relative aux Américains handicapés (ADA) et les façons dont cette loi a amélioré la qualité de vie de millions d'Américains.



Le président George H.W. Bush (centre) signe la Loi relative aux Américains handicapés (1990). À ses côtés se trouvent, à gauche, M. Evans Kemp, président de la Commission sur l'égalité des chances dans l'emploi (EEOC) et, à droite, M. Justin Dart, président de la Commission sur l'emploi des personnes handicapées. Debout, se tiennent le pasteur Harold Wilke (à gauche) et Mme Sandra Swift Parrino, présidente du Conseil national sur le handicap (à droite).

Aux États-Unis, la société et les lois protègent les droits des personnes handicapées

Peter Blanck

Peter Blanck est professeur d'université et président de l'institut Burton Blatt de l'université Syracuse. Il a contribué à la rédaction et à l'adoption de la Loi relative aux Américains handicapés, l'ADA (Americans with Disabilities Act), a fait des dépositions au Congrès sur ce thème et a plaidé devant la Cour suprême fédérale. Il est l'auteur de nombreux écrits sur ce sujet et a donné un grand nombre de conférences.

Aux États-Unis, les définitions juridiques du handicap et les mentalités à l'égard des handicapés ont évolué au fil des ans. Traditionnellement, un handicap était assimilé à un

défaut qui empêchait la personne atteinte de participer aux activités « normales » de l'existence. Il pouvait s'agir d'une déficience physique ou mentale, présente à la naissance ou acquise ultérieurement à la suite d'un accident ou d'une maladie. Les attitudes variaient : d'aucuns souhaitaient protéger les personnes handicapées, d'autres craignaient que le handicap ne limite les capacités, et donc la valeur, de l'individu ; d'autres encore en avaient honte et s'en prenaient à la personne handicapée et à sa famille. Dans bien des cas, la personne était tenue à l'écart, chez elle ou dans une institution, et elle n'avait guère de contacts avec le reste de la société ; dans la plupart des cas, le handicap était perçu comme

PROTÉGER LES DROITS DE TOUS

une affection permanente et débilitante, qu'aucun traitement ou aucune intervention ne saurait diminuer.

Une première définition juridique du handicap est apparue après la guerre de Sécession (1861-1865), au cours de laquelle un grand nombre de soldats avaient été blessés. En vertu des nouvelles lois relatives à la retraite des anciens combattants, les mutilés de guerre qui s'étaient battus pour l'Union (les nordistes) allaient recevoir des pensions dont le montant serait fonction de leur « incapacité à effectuer un travail manuel ». Ce modèle assimilait un handicap à une infirmité qui empêchait l'individu de participer à la société sur un pied d'égalité avec ses concitoyens (et à gagner sa vie de façon indépendante). Pour autant, tous les handicaps n'étaient pas placés à la même enseigne ; les troubles mentaux et les maladies infectieuses, par exemple, étaient jugés indignes d'assistance, et les personnes qui en étaient atteintes faisaient l'objet de discrimination.

Cent ans plus tard, dans les années 1960, la sécurité sociale chercha à venir en aide à un groupe beaucoup plus large de personnes vivant dans la pauvreté et aux handicapés. Mais les programmes en place s'inscrivaient dans la logique traditionnelle, c'est-à-dire qu'ils jugeaient les individus en fonction de leur capacité à s'adapter à un monde qui n'était pas conçu pour eux et qu'ils mettaient à l'écart ceux qui n'étaient pas en mesure de participer aux activités ordinaires ; ils continuaient à porter des jugements de valeur sur les bénéficiaires de prestations ou de services.

L'ÉVOLUTION DES MENTALITÉS

Quelques années plus tard, dans les années 1970, les personnes handicapées commencèrent à être perçues comme un groupe minoritaire dans la société, un groupe doté de droits civils qui devaient être protégés au même titre que ceux des autres groupes minoritaires qui revendiquaient l'égalité. Ce nouveau modèle reflétait un regard différent sur le handicap et il proposait un cadre fondé sur l'insertion, l'autonomisation et l'indépendance économique. Les partisans de ce nouveau moule de pensée se rendirent vite compte qu'il fallait adopter de nouvelles lois pour répondre aux droits et aux préoccupations de ce groupe. Ainsi allaient être promulguées des lois qui garantiraient l'accès des handicapés aux bureaux de vote, aux transports aériens et à l'indépendance en matière d'enseignement et de

logement. Le point culminant de ce mouvement fut l'adoption de la Loi relative aux Américains handicapés (Americans with Disabilities Act, ADA). Ce texte de loi est à la fois le reflet et le catalyseur de l'évolution des mentalités dans la mesure où il fournit la langue juridique permettant de discuter les questions en jeu et les affaires en instance.

L'ADA une fois promulguée, les gens commencèrent non seulement à rendre les bâtiments accessibles aux handicapés, mais aussi à chercher les moyens d'aider ces personnes à s'intégrer pleinement à tous les aspects de l'existence. L'influence de cette loi se fait sentir dans les écoles, les entreprises, les communautés et les installations publiques, dans les trois branches du gouvernement et dans les services de santé et les services sociaux. On la ressent, par exemple, à travers l'évolution de la terminologie : aux États-Unis, on préfère aujourd'hui parler d'une personne « ayant un handicap » (« a person with a disability ») plutôt que d'une personne « handicapée » (« a disabled person ») ; on parle de « différences en matière de capacités » (« different abilities ») au lieu d'assujettir tout le monde à la même norme ; et on estime que les élèves présentent des différences en matière d'apprentissage (« learning differences ») au lieu de dire qu'ils sont atteints de troubles de l'apprentissage (« learning disabilities »). Dans le même temps, on a pris soin d'élargir la définition du handicap pour y inclure les différences en matière d'apprentissage ou de traitement des informations, les limitations physiques et les autres états susceptibles de compromettre la participation à une activité majeure de l'existence.

Un grand nombre de groupes et d'individus ont travaillé pendant des années pour rédiger cette loi et la faire promulguer. La préface de l'ADA fixe les objectifs du pays à l'égard des personnes handicapées, lesquels consistent à garantir « l'égalité des chances, la pleine participation, une vie indépendante et l'autonomie économique ». Quand il a donné force de loi à l'ADA en y apposant sa signature, en juillet 1990, le président Bush père a souligné « son caractère spectaculaire non seulement pour les personnes atteintes d'un handicap mais aussi pour nous tous, parce qu'au précieux privilège de la citoyenneté américaine se greffe le devoir sacré de garantir les droits de tous nos concitoyens ». Cette loi se divise en plusieurs catégories, dites « titres ». Chaque titre est désigné par un chiffre et traite d'un aspect

particulier ou propre à un groupe ainsi que des mesures de protection ou des droits qui y sont associés.

L'ADA DANS LA PRATIQUE

Le Titre I de l'ADA interdit à la plupart des employeurs du secteur privé de traiter une personne handicapée de manière discriminatoire pendant l'embauche ou dans l'exercice de ses fonctions. Le Titre II traite de la discrimination par le gouvernement des États ou des collectivités locales. Le Titre III prohibe la discrimination dans les lieux publics, par exemple les hôtels, les restaurants, les centres commerciaux, etc. Le Titre IV oblige les fournisseurs de services de télécommunications à faciliter l'accès de leurs prestations aux personnes handicapées. J'ai eu la chance de défendre les intérêts de ces personnes en agissant aux côtés de militants qui étaient le fer de lance du mouvement en faveur des droits des handicapés. Les récits qui suivent sont ceux d'individus qui se sont battus pour participer pleinement à la société.

J'ai fait la connaissance de Don P. et de sa famille en 1999 dans un atelier du Wisconsin pour personnes handicapées. Dans ce type d'établissement, les personnes atteintes d'un handicap physique ou mental acquièrent des compétences utiles sur le lieu de travail ainsi qu'une expérience de la vie professionnelle dans un milieu où elles se sentent à l'aise. Don frise la cinquantaine et il est atteint d'arriération mentale. Il faisait du nettoyage dans un restaurant. Ses états de service étaient excellents et il était apprécié de ses collègues. Un jour, le responsable régional a visité le restaurant et, en voyant Don qui travaillait, il a critiqué le superviseur local pour avoir embauché « un de ces gens-là ». De retour au restaurant un autre jour, il a mis Don à la porte quand le superviseur a refusé de le licencier. Le superviseur et les autres employés du restaurant ont donné leur démission en signe de protestation.

Lors d'un procès intenté en vertu du Titre I de l'ADA, la défense a argué que Don n'était pas qualifié pour le poste qu'il occupait et que le restaurant n'a pas fait preuve de discrimination à son encontre. En plaidant pour Don, j'ai parlé des préjugés auxquels se heurtent les gens comme lui dans le monde du travail. Le travail de Don ne laissait aucunement à désirer; en réalité, c'était l'attitude de la direction qui posait problème. Le jury a conclu que le restaurant avait enfreint l'ADA et

il a décerné 70 000 dollars à Don au titre d'arriérés de salaire et de dommages-intérêts. En outre, pour bien faire comprendre que la discrimination sur la base du handicap ne serait pas tolérée, le jury lui a octroyé 13 millions de dollars supplémentaires au titre de dommages punitifs, à ce jour la somme la plus importante jamais versée dans une affaire de discrimination sur la base de l'ADA dans l'emploi.

Le Titre II de l'ADA oblige le gouvernement des États et des collectivités locales à rendre ses services accessibles aux personnes handicapées. Un élément du Titre II stipule que les établissements publics doivent administrer leurs programmes dans un environnement intégré. Dans l'affaire *Olmstead v. Zimring* (1999), la Cour suprême s'est penchée sur la portée de cette obligation. Deux femmes atteintes d'arriération mentale ont porté plainte en vertu du Titre II, arguant que l'État de la Géorgie les avait traitées de manière discriminatoire en les plaçant dans une institution au lieu de leur prodiguer des services dans la communauté. Les spécialistes qui étaient des fonctionnaires de l'État ont déterminé qu'un placement communautaire (c'est-à-dire dans un établissement local et non dans une institution éloignée du foyer, de la famille et de la communauté de ces deux femmes) se justifiait effectivement en fonction de leur situation particulière, mais qu'un tel établissement n'existait pas à l'échelon local. La Cour suprême a considéré que l'État de la Géorgie était en infraction vis-à-vis de l'ADA et elle l'a obligé à prodiguer des services à l'échelon local à ces deux personnes.

Au début des années 1990, comme tant d'autres avocats, j'ai pris part à des procès intentés en vue d'améliorer les établissements publics, relevant des États, qui prenaient en charge les personnes handicapées et, le cas échéant, en vue de donner aux résidents la possibilité de vivre dans la communauté. C'est ainsi que j'ai fait la connaissance de Sara K. en 1991, à une époque où elle était traitée dans l'unité hospitalière d'une institution du Wyoming, la Wyoming State Training School. C'est là que Sara avait passé la plus grande partie de sa jeune existence. Cette fillette de dix ans, intelligente et à l'œil vif, était atteinte de spina-bifida et elle avait d'autres graves problèmes de santé. À l'issue du procès, il fut décidé que Sara serait l'une des premières personnes à être transférée dans un cadre communautaire. Évidemment, ses parents furent d'abord inquiets, mais ils acceptèrent qu'elle quitte l'hôpital pour vivre parmi eux. Le reste est

PROTÉGER LES DROITS DE TOUS

une histoire étonnante. Sara s'adapta à sa nouvelle vie et s'épanouit dans les classes d'éducation régulière. Quelques années plus tôt, elle aurait passé toute sa vie dans un lit d'hôpital, dans un institut perdu au fond du Wyoming. Le changement dont elle a bénéficié lui a permis de mener une vie plus normale et de vivre parmi sa famille, ses camarades de classe et dans sa communauté, avec la promesse d'un avenir meilleur.

L'AVENIR

Le modèle que propose l'ADA en matière de droits des personnes handicapées produit de bons résultats. De fait, il unit les pays du monde entier dans la poursuite de politiques propres à améliorer l'existence des personnes atteintes d'un handicap. L'été 2006 a vu l'adoption de la Convention des Nations unies pour les droits humains des personnes handicapées, traité international sur les droits humains de ces personnes à travers le monde.

Aux États-Unis, l'ADA contribue à atténuer la discrimination et à encourager les employeurs à procéder aux aménagements nécessaires sur le lieu de travail. Selon l'enquête faite conjointement par l'Organisation nationale sur le handicap (National Organization on Disability, NOD) et Harris en 2004, le pourcentage des personnes handicapées qui faisaient état de discrimination sur le lieu de travail avait considérablement reculé au cours des quatre dernières années. Les avantages économiques découlant de l'embauche de travailleurs ayant un handicap et qui bénéficient d'aménagements sur le lieu de travail sont documentés.

L'intégration obligatoire prévue au Titre II de l'ADA a touché l'existence de milliers de personnes. Dans l'affaire *Tennessee v. Lane* (2004), George Lane, qui a un handicap physique, avait été convoqué au tribunal pour une histoire de circulation. Il avait été obligé de grimper à quatre pattes les deux étages qui le séparaient de la salle d'audience parce qu'il n'y avait pas d'ascenseur. Convoqué pour une deuxième audience, il refusa de répéter l'expérience. Il porta plainte pour faire valoir son droit à l'accès aux bâtiments publics. Dans un jugement rendu en sa faveur, la Cour suprême déclara que le Titre II obligeait les États à traiter les personnes handicapées de manière non discriminatoire et à leur garantir l'accès aux tribunaux.

L'idée centrale du Titre III de l'ADA est claire : les centres commerciaux, les cabinets professionnels et les

entreprises comme les hôtels ne doivent pas faire preuve de discrimination à l'encontre des personnes handicapées. De fait, les lieux publics sont de plus en plus souvent accessibles. Une question qui se pose aujourd'hui, et qui pourrait être lourde de conséquences, concerne le recours au Titre III en vue d'assurer l'accessibilité de l'Internet - et d'exiger, par exemple, que les sites Internet fonctionnent avec un logiciel de lecteur d'écran pour déficients visuels. Les sites Internet des organismes publics qui sont destinés au grand public doivent répondre à un ensemble de normes pour être qualifiés d'accessibles.

J'ai évoqué le cas d'Américains atteints de diverses déficiences et leur quête des droits civiques - hier, aujourd'hui et demain. Certaines attitudes ont la vie dure, et aujourd'hui encore les personnes handicapées restent en butte aux préjugés, non seulement de la part d'entreprises et du gouvernement, mais aussi parfois de collègues et même de membres de la famille.

J'étais l'un des avocats dans une affaire de divorce dans laquelle les parents se disputaient la garde de deux jeunes garçons, Mike et Sam. Mike était autiste et il suivait des cours compatibles avec ses besoins éducatifs et sociaux. Lors d'une audience devant le juge, le père déclara que l'autisme de Mike retardait le développement de son frère et il réclama la garde de Sam. Le juge accéda à sa requête, et les enfants furent séparés. Sa décision de séparer les deux frères reposait sur l'hypothèse, dénuée de fondement, selon laquelle la présence d'un enfant autiste dans la famille avait un effet négatif. Le juge ne trouvait pas à redire aux qualités parentales de la mère, mais il rejetait le droit qu'avaient les deux frères de vivre ensemble.

Nous fîmes appel de la décision du juge, et la Cour d'appel de Californie se rallia à notre point de vue. La réunion de Mike et de Sam nous rappelle que les droits des handicapés portent autant sur la lutte contre les préjugés que sur le démantèlement des barrières matérielles. J'ai bon espoir que nous atteindrons les aspirations de l'ADA. La façon dont nous aborderons ces questions forgera l'existence de la prochaine génération d'enfants handicapés. Contrairement à leurs aînés, nos enfants ne connaîtront pas un monde sans l'ADA, un monde sans vision d'égalité. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Garantir l'accès aux personnes handicapées L'affaire de la communauté

Michael Jay Friedman



© AP Images/Jeffrey Haderthauer

Pouvoir se déplacer facilite l'indépendance personnelle et économique. L'un des moyens dont disposent les municipalités pour répondre aux besoins de l'ensemble de leur population, c'est d'offrir des moyens de transports accessibles à tous.

Qu'elles soient grandes ou petites, les villes des États-Unis s'emploient à élargir l'accès de tous leurs habitants aux lieux publics. Michael Jay Friedman est rédacteur au Bureau des programmes d'information internationale du département d'État.

Aux États-Unis, les collectivités locales sont des partenaires à part entière de l'action nationale qui est engagée pour garantir aux personnes handicapées la totalité des droits qui leur sont conférés par la Loi relative aux Américains handicapés (Americans with Disabilities Act, ADA). Le Titre II de cette loi garantit l'accès aux services, programmes et activités à caractère public. L'objectif visé est noble, certes, mais il exige dans certains cas des ressources publiques considérables. On

estime, par exemple, à 40 000 dollars, voire plus, le coût de l'installation dans un bus d'une plate-forme élévatrice pour fauteuils roulants et celui des aménagements connexes.

Pour autant, sur l'ensemble du territoire, les municipalités se mobilisent pour relever le défi. Des plus grandes villes aux bourgades modestes et aux petits villages, les autorités locales ont tenu compte de la promesse faite par le président Bush en 2001 aux personnes handicapées : « À chaque fois qu'une porte est fermée à qui que ce soit en raison d'un handicap, nous devons nous employer à l'ouvrir... À chaque fois qu'une barrière se dresse entre vous et la pleine jouissance des droits et de la dignité du citoyen, nous devons nous employer à la démanteler au nom de la décence et de la justice. »

PROTÉGER LES DROITS DE TOUS

UN PARC DU MILLÉNAIRE POUR TOUS

Le maire de Chicago, Richard Daley, s'est fixé pour objectif de faire de sa ville, la troisième du pays par le nombre d'habitants, la municipalité la plus accessible du pays. Quand la ville a décidé de transformer un quartier délabré, où voies de chemin de fer et parkings se disputaient le terrain, en une base de loisirs de premier ordre, le maire s'est adressé à l'architecte Edward Uhler, lequel a décidé de concevoir « un parc spectaculaire qui ferait le bonheur de tous les habitants et de tous les visiteurs, qu'ils aient un handicap ou non ».

Inauguré en 2004, le « Millennium Park » est aménagé de manière que les personnes handicapées puissent jouir pleinement de tout ce qu'il a à offrir. La fontaine centrale et le bassin réfléchissant, peu profond, sont accessibles à tous. Les rampes d'accès aux aires du parc situées en hauteur sont aménagées de manière à permettre aux personnes en fauteuil roulant de faire aisément demi-tour. Un grillage structurel a été placé sous la pelouse principale pour rendre le sol plus rigide et faciliter ainsi le déplacement des fauteuils roulants.

Ces innovations ont valu à cet architecte de recevoir le prix « Barrier-Free America » que décerne une association d'anciens combattants paralysés. Le président de « Paralyzed Veterans of America » a exprimé sa gratitude « pour les efforts d'individus comme Ed Uhler qui jugent prioritaire non seulement de s'attaquer aux obstacles que rencontrent les handicapés dans leur vie au quotidien mais, ce qui est encore plus important, de créer un modèle capable de relever ces défis ».

DES EFFORTS PRIMÉS

Depuis 2001, la National Organization on Disability, qui relève du secteur privé, décerne le prix « Accessible America » aux municipalités qui déploient un maximum d'efforts en faveur de l'intégration la plus totale des handicapés à la vie de la collectivité. Les lauréats ont tous donné la preuve de leur détermination à garantir à tous l'accès à l'enseignement, à l'emploi, aux transports, au logement, aux lieux du culte et à tout l'éventail des activités sociales, culturelles et éducatives.

La ville californienne de Pasadena, lauréate du prix décerné en 2004, est particulièrement célèbre parce qu'un grand défilé y est organisé le Jour de l'An (le « Tournament of Roses Parade »), suivi d'un grand match de football

américain, le « Rose Bowl ». Ce que l'on sait moins, c'est que trois sections sont réservées aux personnes en fauteuil roulant et à leurs invités pour qu'ils puissent voir le défilé, que des descriptions audio sont proposées aux malvoyants et que les commentaires sont traduits en langage gestuel pour les sourds et les malentendants. Toutes les personnes qui ont un handicap sont invitées à voir les chars de plus près immédiatement après le défilé.

Pasadena ne ménage aucun effort pour répondre aux besoins de ses habitants handicapés. Sa bibliothèque centrale, construite en 1927, a été modernisée : on y trouve aujourd'hui des plates-formes élévatrices pour fauteuils roulants, des ordinateurs placés à des postes de travail accessibles aux personnes en fauteuils roulants ainsi que des ascenseurs. Tous les ans, une conférence réunit lycéens et professionnels handicapés pour leur donner l'occasion de nouer des contacts et pour que les plus jeunes découvrent au contact de leurs aînés toutes sortes de possibilités d'emploi, la manière de faire valoir leurs droits et la façon de s'y prendre pour se voir accorder des aménagements raisonnables sur le lieu de travail. La ville pense aussi aux aveugles : un grand nombre de documents municipaux sont rédigés en braille.

DES BOURGADES AUX GRANDES VILLES

Grandes villes ou petites agglomérations rurales, toutes s'efforcent de se conformer aux normes de l'ADA, voire de faire mieux encore. La ville texane de San Antonio, la neuvième du pays par le nombre d'habitants, est traversée par un fleuve du même nom dont les rives sont longées de chaque côté par un chemin en pavés et en dalles, dans la partie où il traverse le quartier commercial. Aujourd'hui, trois rampes d'accès, quatre ascenseurs et un pont permettent aux personnes en fauteuil roulant de profiter elles aussi de ce lieu qui joue un rôle social important. Les hôtels et les commerces situés de part et d'autre du fleuve s'emploient eux aussi à rendre leurs établissements plus accessibles. « L'accès s'est considérablement amélioré, et la mobilité est grandement facilitée, constate un habitant aveugle. Tellement de choses ont changé ! »

En Virginie occidentale, le comté rural de Summers a pris ses dispositions pour que ses habitants handicapés puissent accéder facilement au tribunal et y régler leurs affaires. Ils peuvent se garer facilement, et la rampe d'accès au bâtiment est aménagée pour permettre l'accès aux personnes en fauteuil roulant. La salle des audiences a été

aménagée pour que les jurés et les témoins handicapés puissent eux aussi être à l'aise. Les écriteaux sont rédigés en anglais et en braille, et des dispositifs ont été installés pour aider les malentendants. Un habitant handicapé, qui ne pouvait pas payer ses impôts en personne parce qu'il ne pouvait pas accéder à la caisse, située à l'étage, se réjouit des améliorations qui ont été apportées: « Cela me fait chaud au cœur, oui, vraiment, de voir tous ces changements », dit-il.

Les exemples de cette nature sont nombreux aux quatre coins du pays. Les détails varient, mais la détermination à améliorer l'existence des personnes handicapées reste inchangée. En réalité, tout le monde y trouve son compte: les cyclistes et les parents dont les enfants sont en poussette, par exemple, apprécient eux aussi les « bateaux » aménagés dans les trottoirs; les ascenseurs et les rampes d'accès font le bonheur des personnes âgées. Mais par-dessus tout, en donnant à leurs voisins handicapés les moyens de contribuer au bien commun, les Américains font d'une pierre deux coups: ils resserrent le tissu social et agissent dans un souci de justice. ■

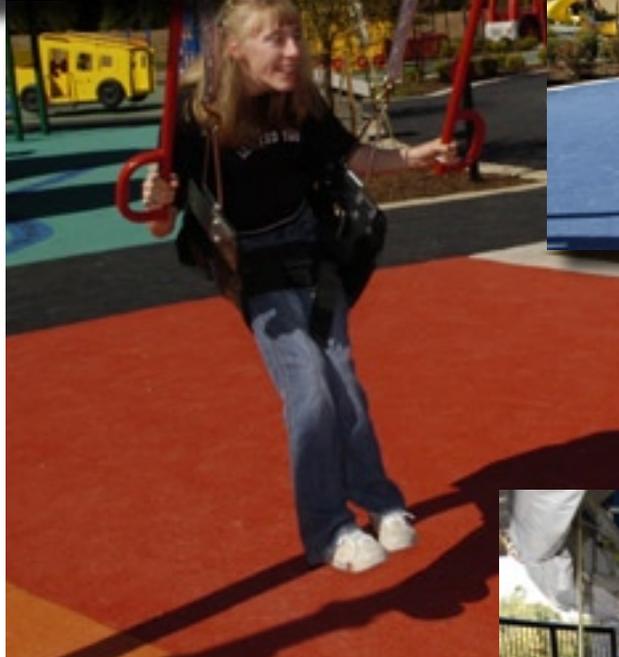
AIRES DE JEUX PROTÉGER LES DROITS DE TOUS



©AP Images// Pat Carter

Un toboggan sans danger.

En voyant les aires de jeux des enfants sous un nouvel œil, il a été possible de les rendre accessibles aux enfants handicapés, de permettre que tous les enfants les utilisent sans danger, et de créer des endroits où tous les enfants peuvent jouer ensemble. On voit de plus en plus souvent des balançoires spéciales qui peuvent être utilisées même si on ne peut se servir de ses jambes pour s'élaner ; des revêtements caoutchoutés qui n'entravent pas le déplacement des fauteuils roulants et qui amortissent les chutes ; et des jeux qui sont situés au niveau du sol pour que l'enfant en fauteuil roulant puisse facilement y participer. Le parc Clemyjontri, à McLean (Virginie) (<http://clemypark.com>) comprend certains de ces aménagements. Pour d'autres exemples de ce qui est fait pour accueillir les enfants handicapés dans les aires de jeux, voir le site <http://boundlessplaygrounds.org>.



Fondation des parcs du Comité de Fairfax



Un fauteuil roulant se déplace facilement sur un revêtement de caoutchouc.

Fondation des parcs du Comité de Fairfax



Fondation des parcs du Comité de Fairfax

Un père aide sa fille à boucler sa ceinture.

Une balançoire mue par les mains.



Un manège pour tous.

Fondation des parcs du Comité de Fairfax

Embaucher des handicapés Un bon calcul pour les affaires

Elizabeth Kelleher

Les entreprises commencent à se rendre compte que le fait d'embaucher des salariés handicapés a un impact positif sur les affaires et que les aménagements à effectuer pour les employer sont généralement moins coûteux qu'escomptés. Elizabeth Kelleher est rédactrice au Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis.

En 1998, Sacha Klein, un étudiant belge quittait Bruxelles pour aller passer un semestre dans une université américaine.

Après quatre années d'études et un diplôme d'informaticien en poche, il a obtenu un poste de stagiaire, pendant l'été, au cabinet de consultation Booz Allen Hamilton où la direction a suffisamment apprécié ses services pour lui offrir un poste à temps plein. Aujourd'hui, il conçoit des systèmes d'information pour Booz Allen, fait des études en vue de l'obtention d'une maîtrise en gestion des affaires et rêve de créer un jour sa propre entreprise.

Il est malentendant.

« C'est vraiment le pays des opportunités, dit-il au cours d'une conversation au moyen d'un programme informatique de messages instantanés. Les employeurs ne s'intéressent pas à votre invalidité, mais à vos capacités. »

Depuis la Loi sur la réhabilitation de 1973, qui oblige les organismes gouvernementaux à employer des personnes handicapées, le Congrès a adopté 11 grands textes de loi pour améliorer l'accès à l'éducation, aux transports, à la technologie et au logement. En 1990, la



© AP Images/Elaine Thompson

Jadis, nombre de professions exigeant des compétences techniques étaient exclues pour les aveugles, mais de nouveaux outils, telle cette carte tactile, permettent aujourd'hui aux étudiants handicapés de faire carrière dans les sciences, l'informatique, la technologie et l'ingénierie.

Loi relative aux Américains handicapés (Americans With Disabilities Act, ADA) a ouvert la porte à des gens comme Sacha Klein, leur permettant de contribuer à l'économie américaine comme jamais on ne l'aurait imaginé possible auparavant.

L'ADA est une loi qui protège les droits civiques et interdit la discrimination de la part des employeurs. Elle exige que les entreprises procèdent à des aménagements pour permettre aux personnes handicapées de faire un travail pour lequel elles possèdent les qualités requises. Ces aménagements peuvent consister à accorder des pauses durant la journée de travail à un diabétique pour vérifier périodiquement son taux de glycémie, ou

fournir un logiciel grâce auquel un aveugle peut se servir d'un ordinateur.

En sus des aménagements sur les lieux de travail, l'ADA impose l'élimination des obstacles dans les bâtiments publics empêcheraient les handicapés de faire des courses, d'aller au théâtre ou d'utiliser les toilettes publiques.

De l'avis de certains experts, ces modifications architecturales ont positionné les États-Unis en tête des 44 autres pays dotés de lois contre la discrimination envers les personnes handicapées. Katherine McCary, vice-présidente de SunTrust Banks Inc. et présidente d'un

PROTÉGER LES DROITS DE TOUS

groupement d'entreprises qui encourage l'embauche de personnes handicapées, note que les cadres européens lui disent qu'ils seraient disposés à embaucher des handicapés, mais que ceux-ci ne peuvent pas accéder aux lieux de travail. « L'ADA a fait beaucoup pour nous en facilitant l'accès à l'entrée et à la sortie des bâtiments », dit-elle.

Roy Grizzard, ministre adjoint du travail, a récemment organisé des séminaires dans divers pays de l'UE et au Viêt Nam, sur les solutions architecturales. « La présence généralisée de « bateaux » facilitant le passage du trottoir à la chaussée aux intersections et les aménagements dans les moyens de transport ... permettent aux gens de se rendre au travail », explique-t-il.

Sacha Klein pense que les mentalités jouent aussi un rôle important et fait remarquer que s'il était resté en Europe, il n'aurait pas pu travailler dans un bureau, mais aurait été orienté vers le travail d'usine.

Si l'on peut aujourd'hui brosser un tableau positif de l'accueil fait par les entreprises américaines aux handicapés, l'ADA a été accueillie, au début des années 90, par la panique dans le monde des affaires qui prévoyait des coûts faramineux et d'innombrables litiges. Une ligne d'assistance téléphonique fédérale donnant des conseils sur l'aménagement des lieux de travail a vu le nombre des appels passer de 3 000 par an avant l'adoption de la loi à 40 000 par an au milieu des années 90.

Selon le ministère du travail, le coût des aménagements s'est avéré nul dans la moitié des cas et d'une moyenne avoisinant 500 dollars dans les autres cas. Les employeurs notent que les salariés handicapés sont fidèles et productifs et M. Grizzard rappelle donc qu'il convient de peser ce coût par rapport aux avantages d'une journée de travail honnête pour un salaire honnête de la part d'un salarié stable.

S'agissant du contentieux, Peter Susser, avocat au cabinet Littler Mendelson, spécialisé en législation du travail, note qu'il y a encore un nombre élevé de litiges, malgré la jurisprudence qui limite la définition du handicap en vertu de la loi. La Commission sur l'égalité des chances dans l'emploi, qui traite les plaintes de discrimination au titre de l'ADA, reçoit depuis l'entrée en vigueur de celle-ci un flux ininterrompu d'accusations : 16 000 par an en moyenne, soit environ un cinquième de toutes les plaintes pour discrimination. Le gouvernement a conclu que 18 % de ces plaintes étaient fondées.

Beth Gaudio, de la Fédération nationale des

entreprises indépendantes, note qu'une bonne part du fardeau qui pèse aujourd'hui sur les entreprises est due aux lois des États fédérés. L'exigence de la loi fédérale relative aux aménagements à apporter s'applique aux entreprises ayant un effectif de 15 salariés ou plus, alors que les lois de certains États valent pour les entreprises employant deux personnes. « C'est alors au comptable ou à l'épouse de propriétaire de voir ce qu'il y a à faire », précise-t-elle.

On peut également avancer l'argument que le respect de la loi est bon pour les affaires : d'après un sondage réalisé en janvier 2006 par l'université du Massachusetts, 87 % des consommateurs préfèrent être clients d'entreprises qui emploient des personnes handicapées. En outre, les travailleurs handicapés pourraient contribuer à réduire une future pénurie de main-d'œuvre : au cours des huit années à venir, 36 millions d'Américains atteindront l'âge de la retraite, et les rapports du Bureau du recensement indiquent qu'en 2000, près de la moitié des 33 millions de personnes handicapées en âge de travailler étaient au chômage .

« L'ADA ... est un premier pas important, mais ce n'est certes pas le dernier », note Tom Ridge, président du conseil d'administration de l'Organisation nationale sur le handicap et ancien gouverneur de la Pennsylvanie, ajoutant que les entreprises se déclarent prêtes à se conformer à l'ADA, mais qu'il leur faut accroître le nombre de personnes handicapées qu'elles embauchent.

Le ministère du travail encourage les entreprises favorables aux personnes handicapées et décerne chaque année des prix. La publication DiversityInc, quant à elle, a publié récemment sa première liste des « 10 premières entreprises pour les personnes handicapées ».

Pour favoriser l'emploi des handicapés, des branches d'un réseau d'entreprises favorisant l'embauche de personnes handicapées auquel adhèrent quelque cinq mille sociétés, ont été créées dans 32 États. En 2003, par l'entremise de ce réseau, le programme de stages de Booz Allen qui avait attiré Sacha Klein s'est étendu pour inclure des dizaines d'autres entreprises et, en 2006, des stages ont commencé à être offerts au-delà de Washington et de New York.

L'Hôpital des enfants de Cincinnati a décidé récemment de suivre l'exemple des banques SunTrust qui offrent des programmes de mentorat d'un an aux étudiants présentant des incapacités de croissance. Des cadres de la chaîne nationale de drugstores CVS ont

rencontré M. Grizzard en octobre pour examiner divers projets visant l'emploi de personnes handicapées en pharmacie. La Fondation Marriott pour les personnes handicapées, créée par le fondateur de la chaîne hôtelière Marriott International, a établi des relations avec plusieurs entreprises pour former et placer des diplômés du secondaire handicapés.

Certaines petites entreprises se lancent également sur la même voie. Sept des 20 salariés du fabricant de portes A&F Wood Products du Michigan sont handicapés. L'entreprise a adapté ses postes de travail, fourni des moniteurs et des logiciels spéciaux, reconfiguré ses téléphones et aménagé ses heures de travail.

Les sociétés qui emploient des personnes handicapées le font pour des raisons commerciales: elles y gagnent, disent-elles, des salariés de grande valeur qui, souvent du fait de leur handicap, ont l'habitude de planifier leur travail et de communiquer de manière créative.

Sacha Klein dit avoir beaucoup appris chez Booz Allen en ce qui concerne le travail d'équipe et les communications. Au début, lui-même avait donné à ses collègues des conseils pour ce qui est de la communication, leur demandant de parler un à la fois au cours des réunions et, lorsqu'ils s'adressent à lui, de le regarder lui et non pas son interprète en langage gestuel. « Les gens apprennent vite dès qu'on les éduque un peu », fait-il valoir. ■

L'entreprise face au handicap: L'exemple de Microsoft

Qu'il s'agisse de l'embauche, de la formation des employés ou du développement de produits, la société Microsoft donne le ton dans le domaine des relations avec les personnes handicapées.

La technologie a changé l'existence de tout un chacun, mais c'est peut-être sur les personnes handicapées que son effet s'est particulièrement fait sentir parce qu'elle leur a ouvert de nouveaux mondes dans le domaine de la communication, de l'accès, du travail et de l'éducation. Quand on considère qu'aux États-Unis plus de 54 millions de personnes sont atteintes d'une déficience ou d'une autre, les personnes handicapées, leurs assistants familiaux et les membres de leur famille représentent un marché important. La société Microsoft sait qu'en recrutant des personnes handicapées elle pourra mieux comprendre ce groupe, mieux répondre à ses besoins et se mettre plus facilement en relation avec lui.

Consultez, par exemple, l'encyclopédie Encarta, produite par Microsoft, pour trouver le texte du célèbre discours de Martin Luther King intitulé «I Have a Dream». Vous entendrez le pasteur lui-même déclamer sa vision de l'Amérique, mais vous verrez aussi le texte du discours se dérouler au bas de l'écran. Cette particularité, unique dans cette catégorie de produits, fait qu'Encarta présente de l'utilité pour un plus grand nombre de clients, actuels et potentiels. C'est une employée atteinte de surdité qui a suggéré l'idée des sous-titres. C'est un exemple parmi tant d'autres du concours d'employés handicapés au développement et à la commercialisation de produits.

Microsoft a formulé une stratégie diversifiée qui lui permet d'attirer et de conserver des employés qualifiés, y compris des employés handicapés, de façon à créer des produits et des services qui seront utiles à toutes sortes de personnes, qu'elles aient des déficiences ou non. La société Microsoft participe chaque année à la Journée nationale du mentorat des personnes handicapées, dont le but est d'introduire les étudiants handicapés au monde du travail et elle encourage ses employés handicapés à y participer. Souvent, les étudiants handicapés ont eu moins d'occasions que les autres de découvrir sur place l'univers du travail, de discuter avec des professionnels actifs dans un domaine qui pourrait les intéresser et encore moins d'occasions de voir des personnes ayant le même handicap qu'eux gravir les échelons du succès dans leur carrière. Le programme de mentorat répond à ce besoin et il constitue un élément important de l'action de Microsoft visant à tendre la main à cette catégorie d'employés.

Comme la plupart des entreprises, Microsoft s'est dotée d'un programme de recrutement qui cherche à attirer des individus talentueux, y compris ceux qui ont des déficiences. Or, les agents recruteurs se demandaient comment ils pouvaient aborder les étudiants handicapés et communiquer avec eux et s'assurer que l'équipe qui se chargerait des entretiens ultérieurs saurait apprécier les qualifications des candidats. Microsoft a

donc formulé un programme de formation pour faciliter la tâche des recruteurs. Mais elle ne s'est pas arrêtée là.

Selon Mylene Padolina, principale consultante de Microsoft pour les questions de diversité, Microsoft veille à ce que le lieu de travail soit prêt à accueillir un nouvel employé. Elle a un entretien avec les personnes nouvellement recrutées pour se renseigner sur le type d'équipement et les autres aménagements dont elles pourraient avoir besoin. Le groupe ou l'équipe que va rejoindre un nouvel employé handicapé bénéficie lui aussi de conseils pour apprendre à se comporter face aux besoins de leur collègue handicapé. Un plan est mis en place pour aider ce dernier à s'intégrer sur le lieu de travail. Cette façon de procéder, explique Mylene Padolina, permet au nouvel employé d'être rapidement aussi productif que possible et aux membres de l'équipe de se concentrer sur les tâches à accomplir au lieu de poser toutes sortes de questions sur le handicap de leur nouveau collègue.

Toutes sortes d'aménagements sont possibles: un employé handicapé peut bénéficier d'un mobilier spécial, de logiciels spéciaux ou de matériel informatique spécial, par exemple de logiciels de lecture de l'écran qui produisent une version orale ou un affichage en braille. Microsoft prend aussi ses dispositions pour que les réunions de travail se déroulent dans un climat de confort, qu'elles soient productives et que tout le monde soit inclus, même s'il s'agit simplement d'activités visant à renforcer l'esprit de corps dans l'entreprise. Par exemple, si le nouvel employé est aveugle, les membres de l'équipe apprennent à lui servir de guide, ce qui pourrait être utile de temps à autre. Si le nouvel employé est atteint de surdité, Microsoft propose des cours de langage gestuel aux autres membres de l'équipe.

Microsoft a formulé une approche coordonnée en ce qui concerne le recrutement et l'embauche de personnes handicapées, mais elle ne fait pas cavalier seul et elle n'a pas non plus toutes les réponses. Depuis plus de quinze ans, Microsoft forme un partenariat avec le National Business and Disability Council, dont est issu le consortium «Able to Work», et est membre du COSD (Career Opportunities for Students with Disabilities). Mylene Padolina explique que ces contacts lui sont très utiles quand elle se heurte à une nouvelle question, sans compter qu'ils donnent à tous les participants l'occasion de tirer des leçons de l'expérience des autres membres.

Tous ces efforts ont valu de nombreuses récompenses à Microsoft, dont un prix que lui a décerné le ministère du travail en 2004 dans le cadre de l'Initiative nouvelle liberté. En remettant ce prix, qui fait référence à nombre des exemples cités ci-dessus, la ministre du travail des États-Unis, Mme Elaine Chao, a noté que Microsoft offrait des débouchés uniques aux personnes handicapées en quête de travail. Pour tout renseignement complémentaire, regarder la vidéo «Window of Opportunities», d'une quinzaine de minutes, sur le site de Microsoft à <http://www.microsoft.com/about/corporatecitizenship/citizenship/diversity/inside/access.asp>. ■

Les Amérindiens et le handicap : Le programme AIDTAC de l'université du Montana

Julie Clay et Gail Greymorning

Julie Clay est directrice et Gail Greymorning directrice adjointe du Centre d'assistance technique aux Amérindiens handicapés (AIDTAC), au sein de l'Institut rural de l'université du Montana. Grâce essentiellement au financement du ministère de l'éducation, l'AIDTAC appuie depuis 5 ans les efforts déployés par les Amérindiens et les autochtones de l'Alaska pour accroître leurs possibilités d'emploi et améliorer les résultats des programmes de réadaptation professionnelle, où qu'ils vivent aux États-Unis.

Le Bureau national du recensement estime à 4,4 millions le nombre d'Amérindiens et d'autochtones de l'Alaska (chiffre qui comprend les métis) aux États-Unis. Les groupes les plus importants sont établis en Californie, en Oklahoma, en Arizona et en Alaska. Les Amérindiens parlent plus de 250 langues et il existe aux États-Unis 561 gouvernements tribaux reconnus par les autorités fédérales. Certains groupes vivent dans des réserves rurales ou isolées, dans des villages et des pueblos, ou sur des « rancherias » et des terres tribales.

Le Conseil national sur le handicap signale dans ses rapports que les types d'incapacités et d'invalidités trouvés dans la population générale se retrouvent chez les Amérindiens et les autochtones de l'Alaska. Certaines invalidités, telles que celles qui sont liées au diabète et à la consommation de drogues et d'alcool, sont plus fréquentes dans les groupes amérindiens et ceux-ci ont donc des taux globaux d'invalidité supérieurs. Parmi la population amérindienne en âge de travailler, le taux d'invalidité est de 27 % contre 18 % dans la population générale ; au sein du groupe d'âge de 65 ans et plus,

ce taux est de 57,6 %, contre 41 % dans la population générale.)

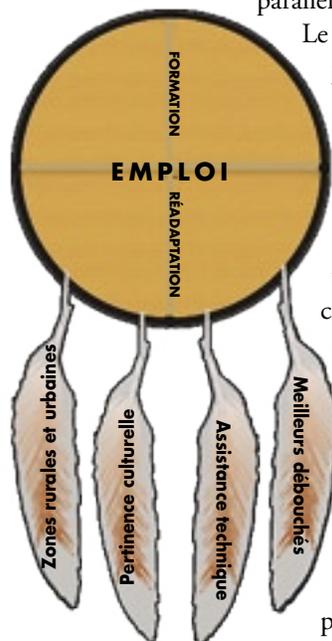
L'INVALIDITÉ DANS LA CULTURE AMÉRINDIENNE

Le concept d'invalidité ou d'incapacité acquiert un nouveau sens dès lors que l'on sait qu'il n'existe pas de mot pour l'exprimer dans la plupart des langues tribales. Ce concept familier dans la culture occidentale n'a pas de parallèle immédiat dans la culture amérindienne.

Le concept amérindien le plus proche ne prend pas en compte les caractéristiques physiques : il considère l'incapacité comme une dysharmonie spirituelle. (En outre, la culture et les croyances traditionnelles des multiples tribus présentent de l'une à l'autre des variations considérables, chacune ayant un ensemble spécifique de théories de la création, de doctrines religieuses et d'interdits sacrés.)

Julie Clay, du Centre d'assistance technique aux Amérindiens handicapés (AIDTAC), au sein de l'Institut rural de l'université du Montana, est membre de la tribu des Omaha et est elle-même handicapée. Elle explique : « Le concept de mal-être est décrit comme une dysharmonie physique, mentale et spirituelle. Si l'un de ces trois domaines manque d'harmonie, c'est toute la personne qui en souffre.

Toutefois, le seul fait d'avoir un handicap physique ou mental ne signifie pas que l'on soit dans un état de dysharmonie ou de mal-être. Mais s'il existe une dysharmonie dans l'environnement ou dans les réactions de quelqu'un à certains événements, cela se traduit par un état de mal-être. ». Il est un fait que, si de nombreux Amérindiens ont été assimilés dans la culture dominante, beaucoup n'ont pas abandonné pour autant



Avec l'aimable autorisation de Julie Clay, AIDTAC

PROTÉGER LES DROITS DE TOUS

leurs coutumes et leurs traditions. Cette façon de « vivre dans deux mondes » est déjà problématique ; le faire avec un handicap vient ajouter un « troisième monde » de difficultés.

COMPRENDRE LES COMMUNAUTÉS TRIBALES

Le Conseil national sur le handicap reconnaît que, pour répondre aux besoins des gens qui ont une invalidité ou une incapacité et qui vivent sur les terres tribales, il faut connaître les diverses cultures et l'histoire des Amérindiens et des autochtones de l'Alaska et également appréhender l'environnement juridique et socioéconomique particulier des communautés tribales. Les entretiens avec les chefs tribaux et les membres handicapés des diverses tribus sont d'une importance capitale pour bien comprendre la profondeur et la complexité des cultures amérindiennes et l'idée qu'elles se font du handicap.

Julie Clay note que les contraintes économiques, législatives, politiques, sociales, historiques et culturelles imposées aux résidents des réserves sont pour ceux-ci des facteurs de perturbation de l'existence. Les ressources et les possibilités sont rares pour la majorité des gens établis sur les terres tribales. La médiocrité des conditions de vie et les divers obstacles auxquels ils se heurtent font qu'ils n'ont guère de possibilités de réaliser leurs objectifs personnels dans la vie.

Depuis cinq ans, l'AIDTAC fait office de centre national d'assistance technique. Parmi les groupes qui ont bénéficié de ses services figurent notamment des Amérindiens et des autochtones de l'Alaska handicapés et leur famille, les autorités tribales, les organismes de réadaptation professionnelle tribaux et nationaux, les employeurs et leurs représentants, et les centres indiens urbains. En conjonction avec d'autres programmes de l'Institut rural, l'AIDTAC traite des problèmes liés à l'emploi, aux transports, à la santé, à la vie autonome et à l'éducation. Grâce au financement de l'Administration de la Sécurité sociale et de l'Administration des services de réadaptation du ministère de l'éducation, il dispense des formations et fournit une assistance technique de façon à accroître les possibilités d'emploi et améliorer les résultats de la réadaptation professionnelle en faveur des Amérindiens handicapés. ■

¹ Données sur la population générale extraites de la fiche d'information du ministère de la santé et des services sociaux de 2005 intitulée « Qu'est-ce que le handicap ? Qui affecte-t-il ? », disponible (en anglais) à <http://www.surgeongeneral.gov/library/disabilities/calltoaction/factsheetwhatwho.html>

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

II – FAIRE FOND SUR LES PROGRÈS

On trouvera décrits dans la section suivante certains des domaines où des efforts ont été faits pour, ainsi que le prône la proclamation du président Bush, « faire fond sur les progrès déjà réalisés en vertu de la Loi relative aux Américains handicapés ».



© AP Images/Al Grillo

Un ancien combattant ayant servi dans les garde-côtes, couronné champion des athlètes en fauteuil roulant, aide un enfant de huit ans à manœuvrer lors de jeux en fauteuil roulant organisés à Anchorage (Alaska).



Sign Language Associates, Cultural Access Program

L'interprète aide les membres de l'auditoire à comprendre les paroles des chansons de Gwen Stefani. Les interprètes qui utilisent le langage gestuel des sourds, dont le visage et les gestes sont expressifs, aident les fans malentendants à participer pleinement à l'expérience du concert.

À la recherche d'informations sur les progrès de la médecine

Aux quatre coins des États-Unis, comme dans le reste du monde, les scientifiques sont à la recherche de nouveaux traitements médicaux et thérapeutiques de diverses conditions invalidantes. Certaines percées médicales sont signalées dans la grande presse mais la plupart d'entre elles sont publiées dans les médias spécialisés. Ces derniers comprennent les revues scientifiques et professionnelles, les sites Web et les publications d'universités, d'organisations non gouvernementales, d'agences officielles qui traitent des problèmes de santé et des handicaps, et les fondations qui financent leurs travaux. La plupart de ces organisations - et par conséquent leurs publications et sites Web - mettent l'accent sur un aspect précis de la recherche médicale. Il existe des centaines, sinon des milliers de ces sites, rien qu'aux États-Unis.

Une excellente source d'information est le site Web du Centre Waisman de l'université du Wisconsin. Ce centre se spécialise dans la recherche, la formation, les services et la diffusion des informations visant à faire progresser les connaissances sur le développement humain, les déficiences en matière de développement et les maladies neurodégénératives. La page d'accueil de ce centre (<http://www.waisman.wisc.edu/aboutfr.html>) comprend des nouvelles et des sujets dignes d'attention. En octobre 2006, par exemple, cette page contenait des informations sur les recherches relatives à une déficience qui affecte les Hmong, un rapport sur les bienfaits de la méditation pour le cerveau et un article relatif aux recherches sur la formation de la mémoire chez l'homme. D'autres chapitres de cette page sont consacrés au centre de recherche, à la recherche dans le domaine des cellules souches, au laboratoire d'imagerie du cerveau par résonance magnétique et au service de biotechnologie.

«The Family Village», sur sa page d'accueil, mène à un ensemble de ressources se rapportant au handicap. En cliquant sur «Recherche», on a le choix entre les sujets suivants: médecine, handicap particulier, enseignement spécialisé, rééducation, statistiques concernant le handicap, services et assistance communautaires. «Médecine» dirige vers une autre longue liste d'options. Ce site comprend, entre autres, un dictionnaire de termes médicaux, des outils de recherche sur les publications médicales et des revues en ligne. ■

New Freedom Initiative

Annoncée par le président George W. Bush le 1^{er} février 2001, l'Initiative Nouvelle Liberté (New Freedom Initiative – NFI) s'inscrit dans le cadre d'un effort national visant à lever les barrières qui s'opposent à la vie en communauté pour les plus de 54 millions d'Américains handicapés, soit quelque 20 % de la population totale du pays. Près de la moitié de ces personnes ont des handicaps lourds affectant leur capacité de voir, d'entendre, de marcher ou d'effectuer d'autres gestes fondamentaux de l'existence. En outre, plus de 25 millions de proches et des millions d'autres apportent aide et assistance aux personnes handicapées.

La NFI a été adoptée pour remédier aux inégalités persistantes qui se maintenaient plus d'une décennie après que la Loi relative aux Américains handicapés (Americans with Disabilities Act, ADA) eut interdit la discrimination envers ces personnes. C'est ainsi, par exemple, qu'aux États-Unis, par comparaison avec le reste de la population, les personnes handicapées sont souvent moins éduquées, plus pauvres et plus souvent au chômage, qu'elles sont relativement moins nombreuses à être propriétaires de leur maison, à exercer leur droit de vote, à posséder un ordinateur et à avoir accès à l'Internet.

L'Initiative Nouvelle Liberté constitue un pas en avant important en ce qu'elle consiste en un plan complet visant à s'assurer que tous les Américains aient la possibilité d'acquérir des connaissances et des aptitudes, de les développer, d'être productifs dans leur travail, d'opérer des choix concernant leur vie quotidienne et de participer pleinement à la vie communautaire. Les objectifs de l'Initiative sont les suivants :

- faciliter l'accès aux technologies utiles ;
- accroître les possibilités d'éducation ;
- favoriser l'accession à la propriété du logement ;
- intégrer les personnes handicapées à la main-d'œuvre active ;
- multiplier les options en matière de transport ;
- promouvoir le plein accès à la vie communautaire et améliorer l'accès aux soins de santé.

On trouvera ci-après l'explication de certains de ces objectifs ainsi que la description de quelques-unes des réalisations y ayant trait d'après le rapport d'avancement de 2004.

Utiliser les nouvelles techniques pour améliorer l'accès. Les technologies dites supplétives et de conception universelle (produits et environnements utilisables par tout le monde, sans exiger d'adaptation ou de conception spécialisée) offrent aux personnes handicapées un accès plus large que jamais à l'éducation, au travail et à la vie communautaire. Au nombre des accomplissements à cet égard figurent :

- l'allocation de fonds pour promouvoir le développement de technologies supplétives et de conception universelle et pour permettre d'offrir des programmes de financement, tels que des prêts à long terme et à faible taux d'intérêt, afin que ces technologies soient accessibles à un plus grand nombre de personnes handicapées ;
- la création d'un groupe de travail intergouvernemental qui a élaboré des stratégies pour améliorer l'accès aux technologies supplétives visant à faciliter la mobilité (à savoir les fauteuils roulants et scooters) ;
- l'établissement de DisabilityInfo.gov, portail web fournissant des informations sur toute la gamme de programmes fédéraux intéressant les personnes handicapées.



Photo AP/Independent-Mail, Ken Ruinard

Une femme apprend à se servir d'une machine qui permet de séparer les cartons. En Caroline du Sud, la chaîne de magasins Walgreens a construit un centre de formation qui, au début de 2007, sera en mesure de former 200 employés handicapés.



« C'est comme ça que tu fais ». Lennette aide son ami Noah à apprendre le langage des signes dans une classe de maternelle pour enfants malentendants.



Des élèves d'une classe pour enfants ayant des besoins particuliers participent avec plaisir à l'instruction musicale que donne leur professeur.

Photo-API/Chitose Suzuki

Accroissement des possibilités d'éducation pour les jeunes handicapés. Il est essentiel que les personnes handicapées bénéficient d'une éducation de qualité pour pouvoir travailler et participer pleinement aux activités de leur communauté. Au nombre des accomplissements figurent :

- l'allocation de financements annuels supplémentaires pour le programme des subventions d'État prévues au titre de la partie B de la loi sur l'éducation des individus handicapés ;
- l'établissement de la Commission présidentielle sur l'excellence de l'éducation spécialisée, qui a publié en juillet 2002 un rapport soulignant, entre autres, l'importance de la responsabilité en ce qui concerne l'éducation des élèves et étudiants handicapés en vertu de la loi dite No Child Left Behind (Aucun enfant laissé-pour-compte).

Facilitation de l'accèsion à la propriété du logement. Les mesures suivantes ont été prises pour que les personnes handicapées puissent acheter leur logement plus facilement :

- au cours de l'année financière 2003, le ministère du logement et du développement urbain a formé plus de 1 500 spécialistes du logement dans le cadre de l'initiative sur les pratiques équitables en matière d'accessibilité au logement (Initiative FIRST), qui aide les architectes et les constructeurs à concevoir et à réaliser des appartements et des condominiums présentant les caractéristiques d'accessibilité exigées par la loi ;
- le ministère du logement et du développement urbain a accordé des subventions pour aider les personnes âgées et les personnes handicapées à rester dans leur logement et à mener une vie indépendante au sein de leur communauté ;
- le ministère de la justice a appliqué vigoureusement la loi sur l'égalité d'accès au logement, a engagé des poursuites à l'encontre de promoteurs immobiliers, d'architectes et d'ingénieurs civils ayant conçu des immeubles collectifs non conformes aux normes d'accessibilité et a résolu d'autres affaires par voie de décret de consentement.

Plus d'une décennie après l'adoption de l'ADA, le taux de chômage de personnes lourdement handicapées se situe toujours à un niveau obstinément élevé. Pour accroître l'insertion des personnes handicapées dans la population active, le président a pris les mesures suivantes :

- il a alloué 20 millions de dollars à un fonds pour aider les personnes handicapées à se doter des moyens technologiques nécessaires au télétravail ;
- il a appuyé une proposition qui permettrait à l'employé de déduire de son revenu imposable la valeur des ordinateurs, du logiciel et des autres équipements fournis aux fins du télétravail ;
- il a assuré la mise en œuvre du programme historique dit « Billet pour le travail », qui a modernisé les services d'emploi pour les personnes handicapées.

FAIRE FOND SUR LES PROGRÈS

Promotion du plein accès à la vie communautaire. Dans sa décision dans l'affaire *Olmstead v. L.C.*, 527 U.S. 581 (1999), la Cour suprême a noté que, dans toute la mesure du possible, les personnes handicapées devraient pouvoir disposer de services au sein de la communauté plutôt qu'en milieu institutionnel. Pour que la promesse d'une pleine insertion dans la communauté devienne réalité, les personnes handicapées ont besoin de logements sûrs et d'un coût abordable, d'accès aux transports, d'accès au processus politique et du droit de bénéficier des services, programmes et activités quels qu'ils soient qui sont offerts à tous les membres de la communauté tant dans les locaux publics que privés. Le président a pris les mesures suivantes pour promouvoir la pleine insertion des personnes handicapées au sein de la communauté :

- il a émis un décret appelant à la prompt application de la décision *Olmstead*. Ce décret a abouti à la rédaction d'un rapport recensant les obstacles s'opposant à la pleine intégration qui existent dans les programmes fédéraux et proposant plus de 400 solutions pour lever ces obstacles ;
- il a institué la Commission Nouvelle Liberté sur la santé mentale, qui a émis un rapport recommandant des améliorations à apporter au système de soins de santé mentale des États-Unis ;
- il a obtenu l'allocation de 15 millions de dollars au titre de la loi *Help America Vote* (Aider l'Amérique à voter) pour faciliter l'accessibilité des bureaux de vote pour les personnes handicapées. ■



Photo AP/Steve Gates

Dans le cadre d'un projet d'Habitat for Humanity, de futurs propriétaires travaillent à la construction de leur maison aux côtés de bénévoles. On voit ici Chris Wright participer à la construction de sa maison à Birmingham (Alabama). La maison est un modèle spécial, adapté aux besoins d'une personne en fauteuil roulant.

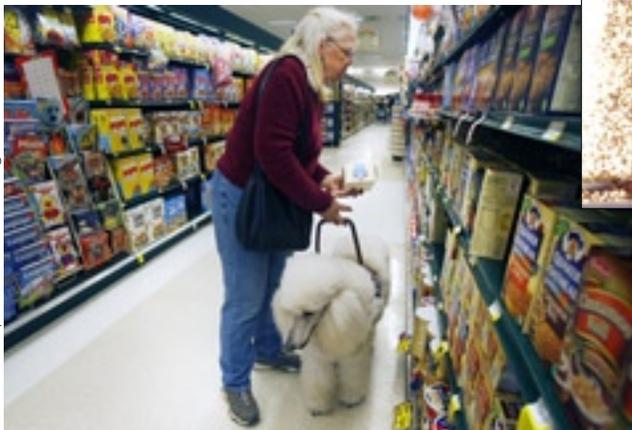


Photo AP/Daily Press; Heather S. Hughes

Un chien aide une femme qui a du mal à marcher à faire ses courses. Les entreprises et les établissements publics reconnaissent désormais le rôle important et légitime des animaux de service.



Photo AP/Nati Hamik

La technologie qui sous-tend la fabrication d'une hanche artificielle a permis à cet agriculteur de retourner au travail.

Informer le public: *DisabilityInfo.gov*

Une importante conséquence de la Loi relative aux Américains handicapés (Americans with Disabilities Act, ADA) et des initiatives et programmes qui en ont résulté a été l'effort concerté de divers services gouvernementaux pour mettre les renseignements à la disposition du public et notamment pour utiliser l'Internet afin de rendre ces renseignements accessibles rapidement, facilement et à peu de frais. Pour soutenir les objectifs de l'Initiative Nouvelle Liberté (New Freedom Initiative), le président George Bush a demandé aux agences fédérales de créer le site *DisabilityInfo.gov* dans le but d'aider les personnes handicapées à obtenir les renseignements et ressources dont elles ont besoin pour réaliser leurs ambitions personnelles et professionnelles – respectant ainsi la promesse des États-Unis d'offrir à tous le même accès aux chances. Le menu qui figure en tête de ce site primé offre aux personnes qui le consultent des options en matière d'emploi, d'éducation, de logement, de transports, de santé, d'avantages sociaux, de participation communautaire et de droits civiques. Chacune de ces options mène à de nombreux sites et liens présentant un intérêt dans le domaine qui les concerne.



Voulez-vous savoir comment adapter une automobile pour qu'elle puisse être utilisée par une personne handicapée? Ce site vous indiquera où trouver ce renseignement. Êtes-vous chef d'entreprise et désirez-vous savoir comment les directives de l'ADA s'appliquent à votre société? Ce site vous guidera vers une réponse. Voulez-vous connaître la réglementation relative à l'égalité d'accès au logement et comment elle s'applique aux personnes à la recherche d'un logement et aux propriétaires? Ce site vous aidera à la trouver. ■

Faciliter la recherche d'un emploi



Photo AP/The Tennessean, Sanford Myers

Luis Figueroa, que l'on voit ici sur une photo datée de 2004 alors qu'il jouait pour les Nashville Sounds, une équipe de baseball de deuxième division, rêvait de jouer pour une équipe de première division. Aujourd'hui, il joue pour les Blue Jays, une équipe professionnelle de Toronto (Canada). Luis Figueroa est sourd depuis l'âge de six ans.

Octobre 2006 a été déclaré Mois national de sensibilisation à l'emploi des handicapés (National Disability Employment Awareness Month) par le président Bush. Conscient des contributions économiques et autres des travailleurs handicapés, le président a demandé aux fonctionnaires, aux dirigeants syndicaux, aux employeurs et au grand public d'observer ce mois – et les contributions des Américains handicapés – avec des programmes, cérémonies et activités appropriés. Tout en rendant hommage aux personnes handicapées qui ont un emploi, il importe d'examiner les obstacles à l'emploi et les ressources qui aident à les surmonter.

Selon la page consacrée à l'emploi du site Web DisabilityInfo.gov, un site créé dans le cadre de l'Initiative Nouvelle Liberté (New Freedom Initiative), «l'emploi est le moteur économique de la nation, de nos collectivités et de nos familles. Pour les personnes handicapées, un emploi favorise une plus grande indépendance ainsi qu'une existence productive

FAIRE FOND SUR LES PROGRÈS



Les mots qui ont plusieurs significations exigent un travail supplémentaire de la part des étudiants du langage des signes. Comprendre comment ce langage diffère de l'anglais écrit aide à préparer les étudiants malentendants pour les examens scolaires que tous doivent subir.

et enrichissante». Ce groupe connaît généralement un taux d'emploi plus bas que le reste de la population. Un certain nombre de ressources a donc été créé pour combler ce fossé et leur faciliter la recherche d'un emploi. Certaines de ces ressources sont privées, d'autres proposées par différents organes gouvernementaux. Nous donnons ci-après deux exemples des types de soutien disponibles.

Le site <http://www.disabilityinfo.gov/digov-public/public/DisplayPage.do?parentFolderId=9> couvre une série de sujets se rapportant à l'emploi des personnes handicapées, y compris des conseils et ressources pour les handicapés qui cherchent du travail et, pour les employeurs éventuels, des renseignements sur les droits des employés, la législation et la réglementation en vigueur, des informations concernant les programmes

favorisant l'emploi, et des renseignements sur les aménagements à apporter pour faciliter l'emploi des personnes handicapées. Parmi les sujets traités figurent les informations à l'intention des employeurs, les contrats fédéraux, l'emploi dans l'administration fédérale, les ressources à la disposition des chercheurs d'emploi et des personnes employées, la formation professionnelle, les travailleurs indépendants et l'esprit d'entreprise, la réadaptation professionnelle, le travail à l'étranger et les informations destinées aux jeunes. Chacun de ces sites contient des informations supplémentaires sur le sujet traité.

Le National Collaborative on Workforce and Disability (NCWD/Youth) (<http://www.ncwd-youth.info/>), qui a été spécialement conçu pour aider les jeunes handicapés à trouver un emploi, est financé par une subvention administrée par l'Office of Disability Employment Policy (ODEP) du ministère américain du travail. Il propose des informations et des publications, une liste tenue à jour des conférences et autres événements susceptibles d'intéresser les jeunes handicapés et leur famille, des liens Internet et des rubriques telles que : FAQ (Frequently asked questions – questions courantes), Demandez aux experts, et Pro-Bank, une base de données en ligne sur les programmes et procédés prometteurs, conçue spécifiquement pour répondre aux besoins des jeunes handicapés. ■

Santé et bien-être: L'appel à l'action du ministre américain de la santé

En 2005, lors du quinzième anniversaire de la promulgation de Loi relative aux Américains handicapés (Americans with Disabilities Act, ADA), le ministre américain de la santé, M. Richard Carmona, a lancé un «appel à l'action pour améliorer la santé et le bien-être des personnes handicapées». M. Carmona déclarait: «Cet appel à l'action est un appel à l'altruisme (...) En réalité, pendant trop longtemps, nous avons accordé des soins insuffisants aux personnes handicapées (...) Nous devons redoubler d'efforts pour que ces personnes aient pleinement accès aux services de prévention de la maladie et de promotion de la santé.»

Le handicap a été défini comme une déficience physique, mentale ou sensorielle qui, a un degré plus ou moins prononcé, affecte la capacité qu'a une personne de participer pleinement à certains ou à tous les aspects de la vie quotidienne. Comprendre qu'un handicap n'est ni une impossibilité ni une maladie devient encore plus important quand on fait remarquer que tout le monde, à un moment donné de son existence, aura au moins une invalidité. L'incidence des handicaps augmente avec l'âge. À 80 ans, près de 75 pour cent des gens souffrent d'un handicap.

Mis au point en collaboration avec l'Office on Disability du ministère américain de la santé et des services sociaux (HHS), l'appel à l'action identifie quatre objectifs à atteindre pour aider les personnes handicapées à mener une existence bien remplie, enrichissante et saine en contribuant à la vie de leur communauté:

- mieux sensibiliser, à l'échelle nationale, à l'idée selon laquelle les personnes handicapées peuvent mener une existence longue, saine et productive;
- accroître les connaissances des professionnels de la santé et leur fournir les outils qui leur permettront de dépister, diagnostiquer et traiter avec dignité;
- accroître la prise de conscience, chez les personnes handicapées, des mesures qu'elles peuvent prendre pour acquérir et conserver un mode de vie sain;
- accroître l'accessibilité des personnes handicapées aux soins et services de santé pour promouvoir leur indépendance.

Selon Mme Margaret Giannini, médecin et directrice de l'Office on Disability du ministère américain de la santé et des services sociaux, qui compte plus de cinquante années d'expérience professionnelle dans ce domaine, il est important de commencer à mettre l'accent sur les capacités des personnes handicapées. Elles peuvent «étudier, se marier, fonder une famille, pratiquer une religion, voter, travailler et mener une longue existence productive. Nous devons veiller à les traiter en tant que membres actifs de notre société.»

Depuis que cet appel à l'action a été lancé, en 2005, un certain nombre de mesures visant à atteindre ces objectifs



Photo AP/Charlie Riedel

Dans un centre communautaire de Mission (Kansas), Lee Jones montre comment utiliser les haltères lors d'un cours de gymnastique pour personnes handicapées qu'il anime. Trisomique, Lee Jones espère que ce cours aidera d'autres personnes handicapées à faire un effort physique pour retrouver la forme.

ont été identifiées grâce à un processus de planification inclusif faisant intervenir plusieurs groupes de travail et sont mises en pratique. Par exemple, en ce qui concerne le premier objectif – mieux sensibiliser les gens – une mesure a été la création d'une publication – la People's Piece – rédigée dans un style accessible aux élèves de sixième qui explique et illustre les principales thèses de l'appel à l'action, notamment l'idée qu'en éliminant les obstacles à l'accessibilité à un traitement, on peut empêcher l'apparition de problèmes secondaires ou de complications (voir: <http://www.surgeongeneral.gov/library/disabilities/calltoaction/whatitmeanstoyou.pdf>). Une seconde série de mesures implique la collaboration des professionnels des services de santé, notamment des établissements de formation et des écoles de médecine, pour aider les nouveaux praticiens à prendre conscience, dès le début de leur carrière, des problèmes et traitements liés au handicap. Le site Web <http://www>.

surgeongeneral.gov/library/disabilities/ contient des liens à des discours, fiches documentaires et communiqués de presse (en anglais).

Comme l'a déclaré M. Mike Leavitt, le ministre de la santé et des services sociaux lorsqu'il a annoncé ce programme, « Cet appel à l'action nous rappelle que les personnes handicapées sont des membres importants de notre société et que non seulement les lois de notre pays, mais aussi la conscience de la nation, exigent qu'elles participent à tous les aspects de la vie aux États-Unis. » ■

L'éducation des enfants handicapés

Comme pour les adultes, toute une gamme de déficiences affecte les enfants. Elles vont des problèmes de communication et de mobilité aux handicaps cognitifs et psychiques. Les écoles publiques américaines sont censées répondre aux besoins de tous les enfants et les aider à atteindre leur plein potentiel. Des programmes conçus pour aider les enseignants et les parents à répondre aux besoins particuliers des enfants handicapés existent de longue date, mais ils se sont beaucoup développés ces trente dernières années.

En 1975, le président Gerald Ford signait une loi sur laquelle s'est fondée la Loi en faveur de l'éducation des personnes handicapées (Individuals with Disabilities Education Act, ou IDEA) qui garantissait l'accès des enfants handicapés à une scolarisation publique gratuite et appropriée. Avant l'adoption de l'IDEA, vingt pour cent seulement des enfants handicapés étaient scolarisés. En 2003, le nombre des enfants handicapés ayant mené à bien des études secondaires avait augmenté de dix-sept pour cent et leur participation à l'enseignement postsecondaire avait plus que doublé.

Si l'IDEA garantissait la scolarisation de tous les enfants, elle ne se préoccupait pas des résultats scolaires, ce qui menait parfois à ce que le président George Bush a appelé « la tartuferie complaisante des aspirations modestes ». La loi No Child Left Behind (Aucun enfant laissé-pour-compte) a été conçue par son gouvernement pour obtenir que, d'ici à 2014, tous les enfants de l'ensemble des États-Unis atteignent le niveau de leur classe en lecture et en mathématiques, mais elle ne contenait pas de dispositions pour aider les enfants handicapés à atteindre cet objectif. L'Office of Special Education and Rehabilitative Services (Bureau de l'éducation spéciale et des services de rééducation) du ministère américain de l'éducation a collaboré avec les conseils de l'enseignement de l'ensemble du pays pour s'efforcer de combler ce fossé. C'est ainsi que le district scolaire de Tigard-Tualatin, dans l'Oregon, et les écoles publiques de Minneapolis, dans le Minnesota, ont participé à des programmes pilotes mettant l'accent entre autres sur les résultats scolaires et une intervention précoce.

En 2006, le ministère américain de l'éducation a publié de nouvelles directives pour l'IDEA. Il a ajouté aux critères visant à répondre aux besoins particuliers des enfants handicapés la nécessité de les voir progresser dans leur apprentissage scolaire et mis à la disposition des éducateurs un outil pédagogique afin d'aider les districts scolaires, les enseignants et les parents d'élèves à appliquer les nouvelles mesures. Les principaux éléments des nouvelles directives sont la souplesse dans l'utilisation des ressources, pour aider les écoles à identifier rapidement et avec précision les besoins particuliers des élèves handicapés et obtenir l'aide dont ils ont besoin ; la nécessité, pour les enseignants chargés des enfants ayant des besoins particuliers, d'être hautement qualifiés, non seulement dans la diffusion de



Un enseignant aide un enfant handicapé à jouer avec ses camarades de classe.

Photo AP/The Florida Times-Union, Stuart Tennaehill



© AP Images/Hobbs News-Sun, Michelle A. Fox

Le langage des signes est utilisé dans de nombreuses écoles, pas seulement dans les écoles réservées aux malentendants.

FAIRE FOND SUR LES PROGRÈS

l'enseignement mais dans les sujets d'étude présentés; la simplification de la paperasserie dans les écoles et l'accroissement de la participation des parents à l'éducation de leurs enfants.

Durant l'été 2006, la ministre de l'éducation, Mme Margaret Spellings, s'est félicitée de ces nouvelles directives, faisant valoir: « La loi No Child Left Behind (loi dite Aucun enfant laissé-pour-compte) et l'IDEA, (loi en faveur de l'éducation des personnes handicapées) ont mis les besoins des élèves handicapés au premier plan. Nous concentrons maintenant toute notre attention sur l'aide à apporter à ces enfants. » ■

La sensibilisation aux problèmes des personnes handicapées

L'engagement d'aider toute personne handicapée à réaliser aussi pleinement que possible son potentiel et à participer à part entière à tous les aspects de la vie de la société américaine implique indubitablement un rôle pour les personnes handicapées elles-mêmes et pour les enseignants, thérapeutes et autres personnels de soutien, qui travaillent avec ces personnes. Mais tous les autres membres de la société ont également le devoir de se renseigner sur les handicaps et sur les moyens d'aider les personnes qui en sont atteintes.

Depuis la promulgation de la Loi en faveur de l'éducation des personnes handicapées (Individuals with Disabilities Education Act, IDEA), un nombre croissant d'établissements scolaires ont des programmes permettant aux enfants handicapés d'assister aux cours dans des salles de classe normales pendant tout ou partie de la journée. Les enfants, qu'ils soient handicapés ou non, travaillent et jouent ensemble et forgent des liens d'amitié enrichissants pour tous. Les éducateurs ont cependant découvert que si les enfants peuvent être ouverts aux autres, il y a des choses que les adultes peuvent faire pour les aider à acquérir l'aisance, la compréhension et le respect qui rendent possibles de telles relations.

Un certain nombre de groupes ont mis au point des matériels didactiques pour aider les enseignants et ceux qui travaillent avec les jeunes à concevoir des leçons afin d'aider les enfants à comprendre les problèmes et perspectives des personnes handicapées. Une liste qui décrit les programmes et donne des sources d'information peut être trouvée sur le site suivant : <http://www.nichcy.org/pubs/bibliog/bib13txt.htm>

Ces programmes vont de groupes tels que Kids on the Block, qui utilise des marionnettes presque de grandeur nature et autres matériels pour sensibiliser au handicap et présenter les déficiences médicales et autres ainsi que les problèmes sociaux des personnes handicapées, au New Friends Curriculum, qui a recours à des poupées pour créer des situations dont discutent les enfants. Les programmes interactifs permettent aux enfants non handicapés d'utiliser des bandeaux et autres accessoires pour faire l'expérience de ce que signifierait pour eux un handicap. Essayer de nouer ses lacets de chaussure en ayant les mains recouvertes d'une chaussette pour limiter le fonctionnement des doigts ou tenter de manger les yeux bandés incite les enfants à sympathiser avec leurs camarades handicapés. Apprendre ce que l'on ressent en marchant les yeux bandés les aide à mieux comprendre comment aider un camarade de classe ou un ami aveugle. On peut visiter le site internet de Kids on the Block à : <http://www.kotb.com>.

Les écoles et organismes de jeunesse des États-Unis ont ajouté ce genre de leçons à leurs programmes parce que la plupart des Américains estiment que comprendre les difficultés des autres et apprendre la meilleure façon de les aider fait tout autant partie des qualités d'un bon citoyen que toutes les autres leçons sociales ou civiques proposées. Et ce n'est pas valable uniquement pour les enfants. Les entreprises et autres organisations ont des programmes conçus pour aider leurs employés à mieux comprendre comment travailler avec des collègues ou clients handicapés. ■



The Kids On The Block, Inc. in Columbia, MD

Des enfants s'amuse devant un spectacle de marionnettes de Kids on the Block. De gauche à droite, on voit Renaldo, qui aime le sport et les jeux et qui se sert d'une canne blanche parce qu'il est aveugle; Mark, qui est atteint de paralysie cérébrale et se déplace en fauteuil roulant; et leur amie Melody. Chacune des trente marionnettes du programme a sa propre histoire qu'elle incorpore dans le spectacle pour familiariser les enfants avec un sujet – le handicap – dont il n'est pas toujours facile de parler.

Les moyens d'intervention en cas de catastrophe Faire face aux besoins des personnes handicapées

Avec le temps, les nouvelles conséquences et applications de la Loi relative aux personnes handicapées (Americans with Disabilities Act, ADA) se sont fait jour. Cette loi traite de la non-discrimination dans l'accès aux services et installations publics mais ne mentionne pas spécifiquement les catastrophes naturelles et autres situations d'urgence. Les effets de ces situations sont cependant devenus évidents, en particulier quand l'accent a été mis sur les mesures d'intervention d'urgence à la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001 et de nombreuses catastrophes naturelles. Le ministère de la sécurité intérieure (Department of Homeland Security, ou DHS) et le National Council on Disability ont publié des recommandations sur les mesures d'intervention d'urgence. Le Congrès et les législatures de divers États ont adopté des lois pour répondre à ces besoins. En juillet 2004, le président George Bush a créé dans ce but un conseil de coordination appelé Interagency Coordinating Council on Emergency Preparedness and Individuals with Disabilities.

Les objectifs de ce conseil sont les suivants :

- prendre en considération, dans la planification des moyens d'intervention d'urgence, les besoins particuliers des employés handicapés des services publics et des personnes handicapées qu'ils servent ;
- encourager, notamment en fournissant une aide technique, la prise en considération des besoins particuliers des employés et personnes handicapées que servent les gouvernements des États, les gouvernements municipaux, les gouvernements tribaux, les organisations privées et les particuliers, lors de la planification des mesures d'intervention d'urgence ;
- faciliter la coopération entre les gouvernements aux niveaux fédéral, des États, local et tribal, les organisations privées et les particuliers dans l'application des plans d'intervention d'urgence qui se rapportent aux personnes handicapées.

En avril 2006, M. Daniel Sutherland, président de l'Interagency Coordinating Council, a pris la parole lors de la Conférence nationale sur les cyclones pour exposer la façon d'intégrer l'aide aux personnes handicapées dans le processus d'intervention d'urgence. Tirant des leçons des cyclones de 2005, il a déclaré :

« Les besoins et compétences des personnes handicapées doivent être intégrés plus efficacement dans le processus d'intervention d'urgence. Tous les Américains sont confrontés à des difficultés lors de situations d'urgence mais ces difficultés sont souvent plus grandes pour les personnes handicapées et leur famille. Il ne s'agit pas d'une question secondaire digne d'une ou deux notes en bas de page lorsqu'on parle des leçons tirées du cyclone Katrina. Les personnes handicapées représentaient environ vingt pour cent des gens qui vivaient dans la région du Golfe touchée par Katrina. Il s'agit là de questions complexes qui affectent un grand nombre de personnes et nous devons nous employer plus efficacement à y remédier (...). « Nous reconnaissons que le gouvernement de chaque État et les gouvernements locaux sont les premiers intervenants lors d'une catastrophe (...) Notre responsabilité consiste non pas à ajouter de nouveaux fardeaux à leur tâche mais à identifier les façons qui nous permettront de les aider à faire face efficacement aux problèmes complexes et uniques qui existent dans ce domaine (...). « Les personnes handicapées ne veulent pas être des utilisateurs passifs de l'aide. Elles ont au contraire beaucoup à offrir parce qu'elles apportent une somme unique d'énergie, d'expérience et de détermination dans ces situations. Les personnes handicapées, leur famille et les organisations qui les servent veulent aider. Tout ce qu'il reste à faire, c'est de s'assurer leur concours. »

Voir le texte complet de la déclaration et des recommandations (en anglais) de M. Sutherland sur le site suivant : http://www.dhs.gov/xabout/structure/editorial_0842.shtm ■



Photo AP/Bill Ross

Lors de catastrophes, afin de répondre aux besoins des personnes handicapées, il est nécessaire, entre autres, d'avoir prévu des moyens de les soigner et de les transporter, ainsi que des moyens de communication.

Handicap et affaires étrangères

Bien que sa mission principale soit la conduite de la politique étrangère des États-Unis, le département d'État des États-Unis s'occupe également de questions liées au handicap. En plus des préoccupations normales relatives aux besoins de ses employés affectés à travers le monde et de leur famille, les ambassades et consulats des États-Unis fournissent des services dans ce domaine aux ressortissants américains qui vivent ou voyagent à l'étranger.

C'est ainsi qu'en France, une Américaine sourde a demandé à un service consulaire américain de l'aider à expliquer le rôle que joue un chien d'assistance pour les malentendants aux autorités locales qui n'étaient au courant de l'utilisation de ces chiens que pour les aveugles.

Le département d'État a également des programmes culturels et éducatifs portant sur les handicaps. Un certain nombre de programmes et d'échanges s'adressent aux étudiants handicapés, notamment deux programmes dans le cadre desquels des professeurs et stagiaires américains se rendent dans d'autres pays pour travailler avec les sourds. D'autres programmes qui ne s'adressent pas exclusivement à des auditoires handicapés ont néanmoins un rapport avec les personnes atteintes de déficiences particulières. C'est ainsi que des athlètes de la Coupe du monde de football se sont récemment rendus dans plusieurs pays pour rencontrer de nombreux groupes, dont les footballeurs de la Fédération des sportifs handicapés du Bahreïn - visite qui a suscité un grand intérêt dans la presse locale et promet de mener à d'autres activités.

Un autre bureau du département d'État recrute et envoie à travers le monde des experts et conférenciers américains



Avec l'autorisation de l'ambassade des États-Unis à Manama (Bahreïn).

Des participants à la Coupe du monde de football dont les déplacements ont été parrainés par le département d'État ont rencontré de jeunes athlètes aux quatre coins du monde. Sur cette photo, Cindy Parlow, médaille d'or de la coupe du monde féminine, parle de foot avec un membre sourd de la Fédération des sportifs handicapés de Bahreïn.

qui ont parfois des besoins particuliers, comme la nécessité, pour l'un d'eux, malentendant, qui se rendait à Shanghai, d'être accompagné d'un interprète du langage des sourds, ou la prise de dispositions particulières quand une conférencière aveugle s'est rendue en Inde avec son chien. Aux États-Unis, il n'est pas rare de voir des chiens travailler avec les aveugles, les sourds ou autres handicapés et des chiens « thérapeutes » sont souvent utilisés dans les hôpitaux et maisons de retraite pour aider à calmer des patients (des recherches montrent que la présence de ces chiens entraîne une réduction de la tension artérielle, augmente la tolérance de la douleur et aide à atténuer la dépression). Toutefois, prendre des dispositions pour envoyer des personnes et leur chien dans des pays dont la réglementation et la culture sont différents pose des problèmes particuliers aux organisateurs de ces programmes.

Mais les efforts supplémentaires nécessaires sont payants quand non seulement les émissaires humains du département d'État reçoivent le soutien dont ils ont besoin pour accomplir leur mission dans un

autre pays mais aussi, comme ce fut le cas en Inde, lorsque le chien de la conférencière a fait lui-même sensation dans la presse en présentant un nouveau concept à un important segment de la population.

Un article (en anglais) sur les expériences de la conférencière aveugle et de son chien et sur leur programme en Inde est affiché sur le site : <http://usinfo.state.gov/scv/Archive/2005/Jul/18-456527.html>

Pour obtenir des renseignements complémentaires (en anglais) sur les programmes mentionnés ci-dessus, consultez les sites suivants : Global Deaf Connection : <http://www.deafconnection.org> (teachers) ; The International Deaf Partnerships Project (interns) ; <http://academic.gallaudet.edu/courses/spa/CREPBerw.nsf>. ■



Avec l'autorisation de l'ambassade des États-Unis à New Delhi (Inde).

Les conférences données en Inde en 2005 par Joyce Kane, qui est aveugle, ont été très populaires et son chien, Corey, a fait sensation.

Équiper les personnes handicapées pour leur permettre de faire face aux problèmes de la vie quotidienne

De nombreux programmes, tant publics que privés, centres d'études, publications et comptes-rendus de recherches se rapportent aux handicaps et aux progrès technologiques qui aident à les surmonter. Tous les domaines sont traités par les projets visant à surmonter les obstacles liés à l'invalidité: des communications face-à-face et sur de longues distances à la mobilité en passant par les matériels didactiques à la robotique sur le lieu de travail. Les projets actuellement en vigueur et les nouveaux progrès récemment annoncés dans ce domaine sont trop nombreux pour être énumérés dans un article, ou même dans une revue. Un projet mené par le Burton Blatt Institute (BBI) de l'université de Syracuse, qui fait partie du département des communications de cette université, et par des hôpitaux de l'État de New York, illustre le genre d'innovations pratiques sur lesquelles les spécialistes se penchent.

INTERPRÉTATION VIDÉO À DISTANCE EN LANGAGE AMÉRICAIN DES SIGNES (AMERICAN SIGN LANGUAGE, ASL) VIA L'INTERNET

Imaginez la situation suivante: vous êtes sourd et vous ne pouvez pas communiquer sans recourir au langage des signes. Vous amenez votre enfant blessé aux urgences. Personne, à l'hôpital, ne peut vous expliquer ce qui se passe, ce que vous êtes censé faire et ce à quoi vous pouvez vous attendre. Vous êtes de plus en plus angoissé et les médecins ont besoin de renseignements que vous ne pouvez leur donner. Que pouvez-vous faire?

Dans l'État de New York, de récents amendements apportés au Recueil officiel de codes, règles et règlements exige que les établissements de santé mettent à la disposition des patients qui ne parlent pas anglais des services d'assistance dans leur langue, qu'il s'agisse du chinois ou du langage gestuel des sourds, « dans les vingt minutes dans les services de consultation interne et externe et, dans les dix minutes qui suivent la demande de tels services par les patients dans les services d'urgence » À Syracuse et partout ailleurs dans l'État de New York, les services de santé explorent activement les moyens à mettre en œuvre pour respecter cette nouvelle règle. Les services ASL par vidéo, où l'interprète se met en contact avec le service de santé d'un point éloigné grâce à l'Internet, sont une option novatrice sérieusement envisagée. L'Internet promet de fournir un nouveau moyen d'accroître la participation sociale des personnes handicapées et les services offerts en ASL présentant un intérêt majeur comprennent l'interprétation, les conseils en matière de santé mentale, les plans d'urgence en prévision de catastrophes et l'intervention en cas de catastrophe.

Dans la phase 1 du projet de recherche du BBI, trois sites de recherche, tous situés dans la ville de Syracuse, explorent l'ASL via l'Internet. Deux de ces sites sont des hôpitaux qui utilisent les services ASL et le troisième un fournisseur sans but lucratif de tels services. Les questions qui intéressent en matière de recherche sont les suivantes: Quels sont les services ASL actuellement fournis et utilisés? Quelles sont les nouvelles possibilités et difficultés qui découlent de la fourniture de services ASL via l'Internet? Le recours à l'Internet présente de nouvelles possibilités prometteuses sur les plans commercial et pratique mais il soulève aussi des difficultés qui devront être surmontées avant que les services ASL fournis via l'Internet ne deviennent courants. Une source probable de difficulté est l'application des règlements ayant trait au respect de la vie privée concernant les informations en matière de santé (HIPAA), qui imposent de strictes exigences aux services médicaux en ce qui concerne la protection de la confidentialité des renseignements médicaux sur un patient. Dans la phase 2 du projet, les installations de santé d'une zone de l'État de New York comprenant quatorze comtés feront l'objet d'une enquête visant à déterminer si elles sont prêtes à se plier aux nouveaux règlements sur l'accès aux services ASL et si elles sont en mesure d'adopter ces services via l'Internet. ■



Brandon Watkins, qui porte des prothèses aux jambes et aux mains, est l'un des 13 membres de l'équipe de basket-ball de son collège technique du Wisconsin. Il a participé à 13 matchs et a joué un rôle clé dans les victoires de son équipe, notamment en marquant de nombreux points.

© AP Images/Andy Manis

FAIRE FOND SUR LES PROGRÈS

Avec l'autorisation de freedom-track.com



Le fait de ne pas avoir de jambes n'est pas un problème pour ce motocycliste, mais de ne pouvoir mettre facilement son fauteuil roulant sur le porte-bagages l'était avant qu'un de ses amis n'invente un porte-bagages d'accès facile. (<http://www.freedom-track.com>)



© AP Images/The Daily Home, Jerry Martin

Vincent Armstrong, que l'on voit sur cette photo en train de coudre un drapeau américain pour son employeur, Industries d'Alabama pour les aveugles, a perdu la vue à 11 ans. Ce père de trois enfants, diplômé de l'École pour aveugles d'Alabama, a remporté à deux reprises le titre de champion de lutte de son État lors de matchs disputés avec des opposants non handicapés.

© AP Images/Kathy Willens



La pianiste de jazz, compositrice et chanteuse Valerie Capers lit et écrit de la musique en braille. L'une de ses œuvres les plus intéressantes est «Wagner prend le train», une adaptation instrumentale entraînante de l'œuvre de Richard Wagner «L'Anneau du Nibelung».



© AP Images/The Herald, Andy Burriss

Jouer au tennis dans un fauteuil roulant adapté à ses besoins particuliers a aidé ce médecin à retrouver suffisamment de forces pour reprendre ses activités professionnelles.



© AP Images/The Saginaw News, David A. Sommers

Les programmes de formation permettent d'associer employés handicapés et emplois où ils pourront réussir.

III – CÉLÉBRATION DES CONTRIBUTIONS DES PERSONNES HANDICAPÉES

Dans la présente section, ainsi que le président George Bush nous y invite dans sa proclamation, nous célébrons quelques-unes des nombreuses contributions apportées à la société par les personnes handicapées.



Mattie, ici âgé de 11 ans, et sa mère Jeni, se penchent sur son dernier recueil de poèmes.

Mattie Stepanek, poète

Chandley McDonald

Un enfant atteint de myopathie a inspiré des millions de gens par sa poésie et son courage. Chandley McDonald est rédactrice au Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis.

Le «chant du cœur» occupe une place importante dans la poésie de Mattie Stepanek. Il le décrit en ces termes: «Le chant de votre cœur est l'expression de votre beauté intérieure. C'est le chant qui s'élève en vous pour vous inviter à progresser, à devenir meilleur et à aider les autres à en faire de même. Tout le monde en a un.»

Ce jeune garçon courageux, qui a livré bataille pendant 13 ans à une forme rare de myopathie, est l'auteur de poèmes et d'essais inspirants et motivants; il a publié des livres, parlé aux personnalités qu'il admirait et vécu pleinement. Mattie a succombé à la maladie en juin 2004, mais il laisse derrière lui l'héritage d'une vie exemplaire et d'une sagesse peu commune à un tel âge.

La maladie dont souffrait Mattie, la myopathie mitochondriale dysautonomique, affecte les fonctions corporelles automatiques: respiration, rythme cardiaque, tension artérielle, température, digestion et utilisation de l'oxygène. Mattie est allé à l'école publique jusqu'à 9 ans,

puis son état s'est aggravé, l'obligeant à se déplacer en chaise roulante et à avoir besoin quotidiennement d'une assistance personnelle. Cela ne l'a pas empêché de voyager, de lire un nombre considérable de livres, de produire sa poésie, de collectionner des minéraux et de devenir porte-parole pour la dystrophie musculaire. Il a eu, entre autres honneurs, celui de devenir ambassadeur de bonne volonté pour la MDA (Muscular Dystrophy Association) et d'être bénévole lors d'un voyage imaginaire parrainé par United Airlines et Children's Hospice International.

Défenseur de la paix et de la tolérance dans le monde, Mattie a participé à de nombreuses émissions télévisées et a été interviewé par des animateurs célèbres. Il lui a même été donné de présenter son héros, l'ancien président Jimmy Carter, au Centre Kennedy de Washington. Son message a inspiré des gens du monde entier, de tous âges, races, nationalités, religions et de toutes capacités et aspirations.

«Les gens me disent que je les inspire. Et cela m'inspire, moi. C'est un cercle d'une grande beauté, et nous tournons tous ensemble, les uns avec les autres, les uns pour les autres. Quel cadeau!» Cette citation est extraite de l'extraordinaire chant du cœur de Mattie Stepanek. ■

CÉLÉBRATION DES CONTRIBUTIONS DES PERSONNES HANDICAPÉES

Angela Rockwood-Nguyen Aider les autres à aller de l'avant

Chandley McDonald

Une jeune victime d'une lésion de la moelle épinière appuie les travaux de la fondation qui l'a aidée.

En 2001, deux mois avant son mariage avec Dustin Nguyen, Angela Rockwood, qui se destinait alors à la carrière de mannequin et d'actrice, a subi une blessure de la moelle épinière lors d'un accident de la route. Lorsqu'elle a repris conscience à l'hôpital, se souvient-elle, elle a pensé que c'était la fin du monde. En fait, dans un sens très réel, le monde tel qu'elle le connaissait avait changé à tout jamais pour elle. « Moi qui étais une adepte de la culture physique et qui voulais être actrice, je me retrouvais dans le monde des paralysés, quadriplégique avec une lésion au niveau C4-C5 », explique-t-elle. (C4-C5 indique l'emplacement de sa blessure, entre la 4^e et la 5^e vertèbre cervicale.)

Angela a rapidement évalué sa situation et, tout en sachant qu'elle pourrait être handicapée pour le restant de ses jours, a décidé d'accepter la réalité et d'aller de l'avant.

« Go Forward » [Allez de l'avant] est la devise de la fondation établie par l'ancien acteur de Christopher Reeve, qui a joué entre autres le rôle de Superman au cinéma. Christopher Reeve a été paralysé à la suite d'une chute de cheval en 1995. Peu après l'accident, sa femme Dana et lui ont autorisé l'American Paralysis Association à se servir de leur nom et l'organisation est devenue le Christopher and Dana Reeve Paralysis Resource Center (PRC) [Centre de ressources Christopher et Dana Reeve pour les paralysés].

Cette fondation a apporté un soutien et une aide immenses à Angela Rockwood-Nguyen après son accident. Encore aujourd'hui, dit-elle, la fondation est présente pour lui fournir les informations et les ressources dont elle a



Angela, (au centre) avec (de dr. à g.) son mari Dustin, Kathy Lewis, présidente-directrice générale de la Christopher Reeve Foundation, et Dana Reeve, qui est décédée en 2006, deux ans après son mari.

besoin pour vivre une vie saine et productive.

Angela Rockwood et son mari Dustin Nguyen, acteur asiatique-américain, sont les porte-parole de la Campagne d'information des minorités lancée par le Centre de ressources pour les paralysés. Ils encouragent les autres à « aller de l'avant », conformément à la vision de Christopher Reeves.

« Peu après mon accident,



Christopher Reeve

alors que j'étais en pleine rééducation, j'ai entendu parler du PRC et je peux témoigner personnellement du niveau de soutien qu'il fournit: vous y trouvez des gens qui peuvent vous apporter les renseignements dont vous avez besoin dans des moments désespérés où vous ne savez plus où vous en êtes. Il y a beaucoup de paraplégiques et de quadriplégiques à qui cet appui peut bénéficier, en particulier dans la communauté asiatique-américaine et j'ai résolu de faire le maximum pour les aider à en profiter », explique Angela Rockwood-Nguyen.

Et il y a de l'espoir pour les paralysés. Le Centre de ressources pour les paralysés note dans l'un de ses rapports: « Aujourd'hui, notre conviction qu'un remède est possible est partagée par des neurologues, des chercheurs, des cliniciens et – et c'est peut-être ici le plus important – par des milliers de gens porteurs de lésions de la moelle épinière et les membres de leur famille ». ■

Rachael Scdoris, musheur de compétition

Chandley McDonald

En 2006, une jeune femme de 20 ans de l'Oregon devient la première concurrente aveugle à participer à la course de chiens de traîneau de l'Iditarod.

Il n'est pas facile de s'imaginer les obstacles auxquels les concurrents font face : des températures de moins 47 °C, 12 jours de vent soutenu, et une course de près de 1,780 km dans la nature sauvage de l'Alaska. Le « mushing » de compétition, qui consiste à mener un traîneau et de 12 à 16 chiens sur la piste de l'Iditarod, représente la réalisation d'un des grands rêves de Rachael Scdoris, et ce, bien qu'elle soit déficiente visuelle de naissance. Cette jeune femme de 20 ans originaire de l'Oregon est le premier musheur aveugle qui ait pris part à la course de l'Iditarod. Rachael Scdoris et son interprète visuel, Tim Osmar, se sont classés en 56e et 57e places en mars 2006. Vétéran de l'Iditarod, Tim Osmar et son attelage ont ouvert le chemin à Rachael, pour servir d'yeux à celle-ci et pour l'informer des conditions de la piste pendant la course, en communiquant par le biais d'un émetteur-récepteur.

L'Iditarod est parfois décrit comme étant « la dernière grande course de la planète ».

Chaque année depuis 1973, la course part d'Anchorage le premier week-end de mars. Chaque attelage de chiens et son musheur traversent l'Alaska pour aller jusqu'à Nome en 9 à 17 jours. Rachael Scdoris et Tim Osmar ont terminé en 12 jours, 11 heures, 42 minutes. Rachael a trouvé particulièrement satisfaisant de terminer la course et d'être classée, d'autant plus qu'elle avait été obligée d'abandonner en 2005, après avoir couvert plus de la

moitié de la distance, quand certains de ses chiens étaient tombés malades.

Rachael Scdoris est atteinte d'achromatopsie congénitale, rare trouble de la vue : elle ne distingue pas les couleurs et son affection la rend extrêmement sensible à la lumière. C'est une maladie congénitale qui touche une personne sur 33 000 aux États-Unis

et dont les symptômes ne s'aggravent généralement pas au fur et à mesure que le temps passe. L'incidence de cette maladie varie selon les régions du monde. De nombreux achromates fonctionnent normalement et se contentent de porter des lunettes noires, tandis que d'autres recourent à des chiens d'aveugle et sont considérés comme aveugle aux fins de la loi.

Malgré sa déficience visuelle, Rachael Scdoris ne s'est jamais découragée. « J'ai toujours prévu de faire l'Iditarod, depuis l'âge de huit ans, parce que c'est la course de chiens de traîneaux la plus longue et la plus prestigieuse au monde », explique Rachael Scdoris, qui a commencé à mener des chiens à l'âge de 3 ans. Au cours de ses études secondaires dans l'Oregon, elle a été capitaine

des équipes d'athlétisme et de cross-country de son lycée. Nommée comme l'une des premières femmes athlètes d'Amérique par la fondation Women's Sports de la Ville de New York, elle a eu l'honneur de porter la torche olympique aux J.O. d'hiver de Salt Lake City en 2002. Aujourd'hui, Rachael Scdoris partage son temps entre les courses de compétition et son travail en tant que guide pour randonnée en traîneau à chiens. ■



Rachael Scdoris et sa meute de chiens de traîneau lors d'une course préliminaire en 2004.

Photo AP/Duluth News-Tribune, Amanda Odeski

Michael Naranjo, sculpteur

Chandley McDonald

Un artiste aveugle crée et partage des œuvres d'art que l'on peut toucher.

Touchez SVP! Nous vous invitons à toucher ces remarquables statues de bronze. Invitation inhabituelle que celle-là, qui a été émise par le Musée Heard de Phoenix (Arizona) où était présentée une exposition de sculptures de Michael

Naranjo, un artiste originaire du Nouveau-Mexique qui a perdu la vue à la suite d'une blessure de guerre au Viêt Nam. Naranjo puise son inspiration dans la nature et dans les œuvres d'art qu'il se souvient avoir vues pendant son enfance et son adolescence dans les galeries de Taos (Nouveau-Mexique), sa ville natale.

Michael Naranjo est né dans le pueblo de Santa Clara dans une famille de dix enfants dont beaucoup sont artistes potiers. Sa mère, Rose, céramiste de renom, a enseigné l'art de la poterie à ses enfants et petits-enfants. Pour Michael, l'acquisition des techniques du travail de l'argile était un moyen naturel d'expression de son esprit artistique.

À son retour du Viêt Nam, Naranjo est allé à l'École des aveugles de Californie. Rentré à Santa Fe (Nouveau-Mexique), il s'est mis à la sculpture, en se fiant exclusivement au sens du toucher et n'ayant de surcroît qu'un usage très limité de la main droite, également blessée. Après s'être marié, il s'est attaché à peaufiner son art et ses techniques, tout en élevant ses deux filles avec son épouse.

Guidé par son intuition et son toucher, il a commencé à produire des œuvres fluides, équilibrées et dynamiques, d'un style très simple. Naranjo se sert de ses doigts et de ses ongles pour façonner ses sculptures en détail, au lieu des outils traditionnels du sculpteur, puisqu'il ne peut pas juger visuellement de l'effet de l'outil sur l'argile. Naturellement, au cours du processus, s'il ne trouve pas sa sculpture satisfaisante au toucher, Naranjo la met au rebut. Laurie, à laquelle il est marié depuis 27 ans, doit



Le sculpteur Michael Naranjo examine le David de Michel-Ange.

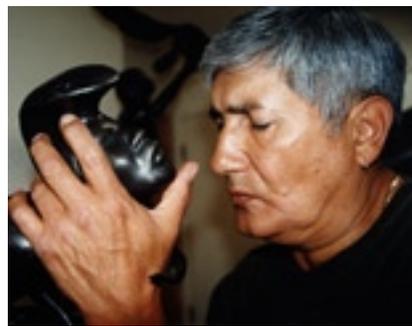
© Terry Ketter, avec l'autorisation de Michael et Laurie Naranjo

parfois intervenir pour éviter la destruction d'une œuvre d'art qui périrait victime de la quête de la perfection.

L'un des aspects intéressants du travail de Michael Naranjo est qu'au fil des 30 dernières années, son sens du toucher s'est affiné au contact des maîtres, la Galerie de l'Académie de Florence et le Musée du Louvre de Paris l'ayant

autorisé à examiner leurs trésors, à Paris la Vénus Médicis et à Florence le David de Michel-Ange. Les autorités lui ont accordé la permission, chose rare, de toucher ces chefs-d'œuvre. Naranjo a pu ainsi remarquer certains des détails les plus infimes des statues, et constater, par exemple que les pupilles des yeux du David sont en forme de cœur. Il est intéressant de noter que si Naranjo peut examiner les yeux des statues des autres sculpteurs, ses statues à lui n'ont pas d'yeux, ce qui n'est pas toujours évident au premier abord.

Par l'exposition itinérante de ses œuvres « touchables », organisée par le Musée Heard, Naranjo vise à partager avec les autres ce qu'il considère comme une possibilité de transformation par le contact direct avec l'art. Avec sa femme, il a établi le Fonds « Touché par l'art » [Touched by Art Fund], fondation communautaire ayant son siège à Santa Fe pour permettre aux jeunes des établissements d'enseignement publics du Nouveau-Mexique d'effectuer des visites de musées et galeries d'art. Les Galeries Nedra Matteucci de Santa Fe présentent actuellement les œuvres de Michael Naranjo. (<http://www.matteucci.com>) ■



Michael Naranjo et l'une de ses sculptures.

© Jim Hall, avec l'autorisation de Michael et Laurie Naranjo

Le Président américain qui utilisait un fauteuil roulant

Phyllis McIntosh

L'utilisation d'un fauteuil roulant par le président des États-Unis Franklin Roosevelt fut cachée de son vivant mais elle est maintenant immortalisée en bronze. Phyllis McIntosh, journaliste établie dans le Maryland, contribue fréquemment aux publications du département d'État américain.

Franklin Delano Roosevelt (FDR), qui fut élu quatre fois président des États-Unis, occupant ce poste de 1933 à 1945 – l'une des périodes les plus turbulentes de l'histoire des États-Unis – était l'image même d'un dirigeant fort. On cachait au public le fait qu'il ne pouvait pas marcher, à la suite d'une poliomyélite. Il ne fut pratiquement jamais photographié dans son fauteuil roulant.

L'attitude à l'égard des handicaps avait considérablement changé en 1997 lorsqu'un monument à FDR fut inauguré à Washington, D.C., mais la statue de l'ancien président le montrait néanmoins revêtu d'une vaste cape qui cachait presque entièrement son fauteuil roulant.

« Nous avons pensé qu'il serait inconcevable que les écoliers qui viendraient pendant des années voir ce mémorial n'aient aucune idée du fait que Roosevelt avait dirigé le pays de son fauteuil roulant, durant la grande crise économique et jusqu'à la victoire qui a mis fin à la seconde guerre mondiale », déclare Michael Deland, président de l'Organisation nationale sur le handicap (National Organization on Disability, NOD).

Avec l'aide de l'ancien président George H.W. Bush, Michael Deland lança une campagne afin de recueillir des fonds pour une seconde statue plus authentique. Ils se félicitèrent de la première contribution à cette collecte – une somme de 378 dollars 80 provenant d'une vente de gâteaux organisée par un groupe d'enfants du New Jersey



Barry Fitzgerald

« La maladie de Franklin lui donna une force et un courage qu'il ne possédait pas auparavant. Il dut réfléchir aux principes essentiels de l'existence et apprendre la plus importante des leçons : une patience infinie et une persévérance sans limites. »

Eleanor Roosevelt

– et obtinrent 1,6 million de dollars supplémentaires de donateurs privés.

Inaugurée en 2001, la seconde statue montre Roosevelt assis dans le fauteuil roulant qu'il avait conçu lui-même et qu'il utilisait tous les jours. Installée au niveau du sol, cette statue est facilement accessible. Les enfants gravitent autour d'elle et peuvent grimper sur les genoux du président de bronze.

Les personnes qui se déplacent en fauteuil roulant peuvent également l'atteindre, la toucher et lire l'inscription gravée sur le mur situé à l'arrière-plan, inscription qui figure également en braille.

« On entend constamment des personnes handicapées âgées ou des enseignants et parents dire aux enfants : Voyez, Roosevelt dirigeait le pays de son fauteuil roulant. Vous pouvez atteindre n'importe quel objectif que vous vous fixerez, que vous soyez handicapé ou non »,

explique M. Deland. ■



Barry Fitzgerald

Ne voulant pas d'un fauteuil roulant classique, Roosevelt conçut le sien en utilisant une chaise de cuisine en bois à laquelle il ajouta deux roues de bicyclette et deux roues de tricycle. [inscription au dos de la sculpture].

Matthew Sanford, professeur de yoga

Phyllis McIntosh



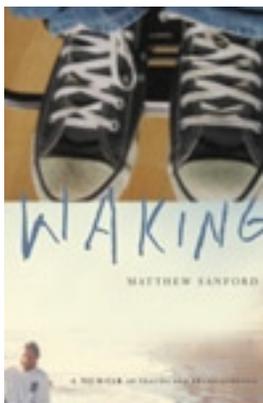
© Jennifer R. Sanford

Matthew Sanford et son fils Paul, lors d'une visite au zoo.

Un paraplégique adapte les postures du yoga à l'intention des personnes handicapées pour leur permettre de mettre en connexion leur corps et leur esprit.

À l'âge de 13 ans, la vie de Matthew Sanford a basculé en un instant quand un terrible accident d'automobile a tué son père et sa sœur et l'a laissé paralysé à partir de la taille. Après avoir passé douze années à considérer les deux tiers de son corps comme un objet, «comme une tête au bout d'un bâton», il a voulu être en contact avec tout son corps.

Matthew Sanford s'est alors tourné vers le yoga et a découvert que les postures de cette discipline lui insufflaient un nouveau sentiment d'énergie, des



Waking: A Memoir of Trauma and Transcendence. Reproduit à partir de Waking: A Memoir of Trauma and Transcendence, de Matthew Sanford. Copyright 2006 by Matthew Sanford. Avec l'autorisation de Rodale, Inc.

Waking: A Memoir of Trauma and Transcendence

sensations, des vibrations à travers tout son corps. En 1998, il a commencé à adapter les postures du yoga à l'intention des personnes atteintes de divers handicaps, y compris la paralysie, les lésions cérébrales, la sclérose en plaques et la paralysie cérébrale.

Ce faisant, il s'est rendu

compte que sa perspective unique était un atout précieux pour enseigner également le yoga aux étudiants bien portants. «Vivre intensément dans tout son corps, que l'on soit paralysé ou non, est une part importante de la vie», dit-il.

Matthew Sanford fonda Mind Body Solutions, organisation sans but lucratif visant à améliorer la connexion esprit-corps dans la vie de tous les jours. Il propose aujourd'hui toute une série de cours de yoga dans son studio, organise des ateliers et séminaires à l'intention des sociétés, services de santé et organisations communautaires et continue à enseigner un yoga adaptatif au Courage Center, établissement de rééducation réputé situé dans le Minnesota, où il vit.

Grâce à des programmes tels que «Faire travailler votre corps» et «Le yoga au bureau», il apprend aux employés de ces organisations à utiliser le yoga pour accroître leurs forces, réduire le stress et améliorer leurs perspectives mentales.

Marié et père d'un fils de six ans, Matthew Sanford a également trouvé le temps d'écrire un livre intitulé *Waking, A Memoir of Trauma and Transcendence*, dans lequel il fait part de ses expériences et explore l'importance des rapports entre l'esprit et le corps.

Il résume ainsi sa philosophie: «Établir la connexion entre l'esprit et le corps n'est pas simplement une tactique salutaire. C'est une prise de conscience qui peut changer le monde.» ■

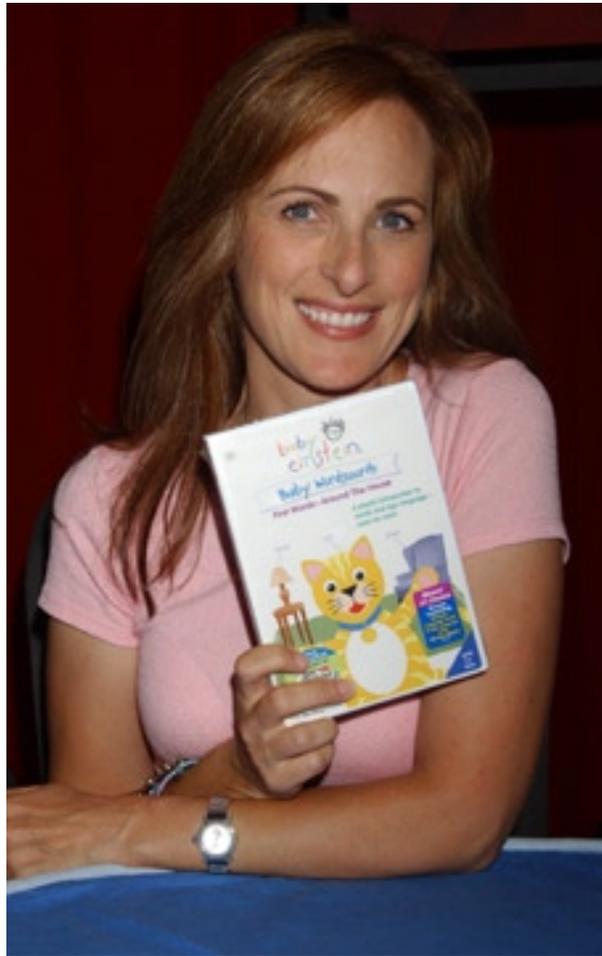
Marlee Matlin, actrice

Phyllis McIntosh

Une actrice sourde au faite de sa profession.

Quiconque voudrait avoir la preuve de ce qu'une personne sourde peut accomplir dans un monde d'entendants n'a pas besoin de chercher plus loin que la belle et talentueuse actrice Marlee Matlin. « Il n'y a qu'une chose que je ne peux pas faire, c'est entendre », affirme-t-elle – une déclaration qui résume son attitude envers la vie.

Sourde depuis l'âge de 18 mois, Marlee Matlin a fait ses débuts sur les planches à sept ans dans le rôle de Dorothée, dans une production théâtrale scolaire du Magicien d'Oz. À 21 ans, elle devenait la plus jeune lauréate des Academy Awards en obtenant l'Oscar de la meilleure interprétation féminine en incarnant une jeune femme qui craignait de quitter la sécurité d'une école pour sourds, dans le film Les Enfants du silence (Children of a Lesser God). Elle a ensuite été la vedette de quatorze autres films et a obtenu quatre nominations aux Emmy Awards pour son travail à la télévision. Elle a récemment participé à sept épisodes du feuilleton politique télévisé West Wing, dans un rôle de conseillère de la Maison-Blanche.



L'actrice Marlee Matlin a écrit plusieurs livres pour enfants.

Photo AP/Jennifer Graylock

Marlee Matlin est également porte-parole de la Croix-Rouge américaine, membre du conseil d'administration de plusieurs organisations charitables et a écrit plusieurs livres sur les enfants sourds à l'intention des jeunes. En 1990, elle a aidé à persuader le Congrès d'adopter une loi exigeant que tous les appareils de télévision fabriqués aux États-Unis soient capables d'afficher des sous-titres au bas de l'écran à l'intention des malentendants.

Épouse d'un policier et mère de quatre enfants, elle déclare : « Je suis

également cheftaine d'éclaireuses, cuisinière, chauffeur pour les enfants, médiatrice, spécialiste du rangement des placards, et soi-disant crack en math. »

Elle est reconnaissante à ses parents de l'avoir encouragée à être indépendante. Maintenant, dit-elle, « je m'emploie chaque jour à aider les gens à comprendre, comme me l'ont appris mes parents, que les sourds méritent non seulement qu'on les respecte mais aussi qu'on les entende ». ■

Special Olympics

Phyllis McIntosh



Photo AP/Stuart Ramson/Special Olympics New York, HO

Deux jeunes athlètes de la zone métropolitaine de New York célèbrent les jeux locaux de Special Olympics.

D'un camp de sport organisé dans un jardin, les Special Olympics sont devenus un mouvement international.

À travers le monde, plus de deux millions d'enfants et d'adultes souffrant d'une déficience intellectuelle acquièrent une bonne forme physique et font l'expérience de l'émotion que procure la compétition sportive grâce aux Special Olympics.

Fondée en 1968 par Eunice Kennedy Shriver, sœur du président John Kennedy, cette association a été inspirée par un camp de sport pour enfants handicapés mentaux qu'elle avait organisé dans sa maison du Maryland. Au cours des années, Special Olympics est devenu un mouvement véritablement international avec plus de 200 programmes dans 150 pays. On compte actuellement près de 550 000 participants aux États-Unis, 500 000 en Chine, 4 400 au Rwanda et 600 en Afghanistan. En tant qu'organisation communautaire sans but lucratif, Special Olympics reçoit l'aide de 700 000 volontaires disséminés dans le monde entier pour faire en sorte que chacun de ses athlètes ait une expérience enrichissante.

Les sportifs âgés de huit ans et plus peuvent s'entraîner gratuitement tout au long de l'année et concourir dans 30 sports de type olympique, du ski alpin au volley-ball. Ce faisant, ils conditionnent leur corps, acquièrent des aptitudes et forment des amitiés, deviennent productifs et sont des membres respectés de la société. Grâce au

programme des jeunes athlètes des Special Olympics, les enfants de deux à sept ans acquièrent des aptitudes qui leur permettront par la suite de participer à des sports.

Des milliers de personnes prennent également part aux jeux mondiaux d'été et aux jeux mondiaux d'hiver des Special Olympics, qui ont lieu tous les quatre ans. Les jeux d'été de 2007 auront lieu à Shanghai (Chine) et les prochains jeux d'hiver en 2009 à Boise, dans l'Idaho. Entre les jeux mondiaux, les athlètes participent à des compétitions au niveau local ainsi qu'au niveau de l'État, national et régional. En 2008, les Special Olympics organiseront des jeux régionaux en Amérique latine, aux États-Unis, en Europe et au Moyen-Orient/Afrique du Nord, ainsi que la première coupe internationale de cricket à Mumbai (Inde). En plus des compétitions, les Special Olympics proposent aux athlètes des examens médicaux gratuits, des forums spéciaux dans lesquels les familles peuvent partager idées et ressources, et des sommets de la jeunesse pour encourager la compréhension entre les jeunes, qu'ils soient handicapés ou non. ■



Photo AP/Lionel Cironneau

Eunice Kennedy Shriver

CÉLÉBRATION DES CONTRIBUTIONS DES PERSONNES HANDICAPÉES

Chris Burke, journaliste et acteur

Phyllis McIntosh



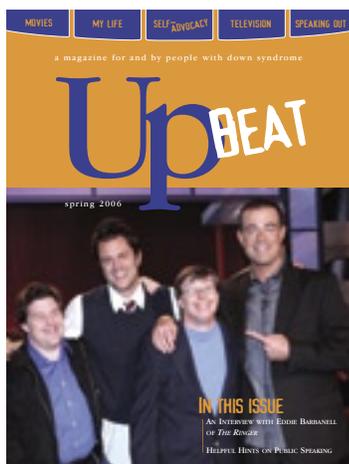
Avec l'autorisation de la National Down Syndrome Society

Le rédacteur en chef Chris Burke (à droite) s'entretient avec Kim Rossi, directrice des publications de la NDSS (National Down Syndrome Society).

Un acteur trisomique atteint un auditoire différent avec la revue Upbeat.

Les adjectifs qui décrivent le mieux le contenu d'*Upbeat*, la seule revue américaine actuelle écrite par et pour les trisomiques, sont « inspirante » et « exaltante ». Publiée par la National Down Syndrome Society et s'adressant également aux familles et amis des personnes souffrant de déficits cognitifs, cette revue est un recueil de nouvelles et d'essais personnels, chaque article étant écrit par une personne souffrant de ce handicap.

« Ce sont des histoires qui viennent du fond du cœur



sur ce que grandir trisomique signifie et sur la façon de plaider notre cause », explique le rédacteur en chef de cette revue dont l'optimisme est un exemple pour les personnes atteintes de trisomie. Initialement lancé par Chris Burke et par le personnel de la National Down Syndrome Society en

1994 sous le nom de News and Views, ce magazine a été en partie inspiré, dit-il, par un bulletin d'information publié par l'école privée qu'il fréquentait.

Également acteur, musicien et ambassadeur de la National Down Syndrome Society, Chris Burke est surtout connu pour son rôle dans la série télévisée « Corky, un adolescent pas comme les autres » (*Life Goes on*), diffusée au début des années 1990, qui vient de paraître en DVD, et dans laquelle il jouait le rôle d'un adolescent trisomique qui grandissait dans une famille aimante et qui cherchait à se faire accepter dans le monde extérieur.

Aujourd'hui, Chris Burke présente des concerts avec deux amis de longue date, les jumeaux Joe et John DeMasi, diffusant un message d'amour et d'inclusion lors de centaines de représentations annuelles dans des écoles, des festivals et des conférences.

À sa naissance, en 1995, les médecins avaient conseillé à ses parents de le faire admettre dans une institution spécialisée. Mais ces derniers décidèrent de le traiter comme ses frères et sœurs et ils veillèrent à ce qu'il reçoive une excellente éducation. Il aime partager avec les autres le principe qui guide son existence : « Les obstacles sont ce que vous voyez quand vous quittez votre objectif des yeux. Dites-vous toujours : oui, je peux réussir. Croyez en vous-même, travaillez dur et n'abandonnez jamais la partie! » ■

Le meilleur enseignement possible Intercession, espoirs et rêves

Jeanne Holden

Selon la mère d'un enfant trisomique, les enfants handicapés ont accès à l'enseignement aux États-Unis, mais il faut que les parents fassent valoir leurs droits pour mettre toutes les chances du côté de leurs enfants. Jeanne Holden, sa fille Jenny et le reste de la famille vivent en Virginie, dans la proche banlieue de Washington.

Je suis rédactrice, mariée et mère de trois enfants. Ma fille Jenny est âgée de 18 ans. Elle est jolie, créative et curieuse. Elle mesure environ 1,35 m et pèse 38 kg, ce qui correspond à la taille et au poids d'un enfant d'une dizaine d'années. Elle a aussi un handicap intellectuel. Je suis on ne peut plus fière d'elle.

Les choses n'ont pas toujours été si simples. Quand j'ai appris que ma fille était trisomique, les rêves que je formais pour elle se sont écroulés. La trisomie est une maladie génétique qui retarde le développement physique et intellectuel. La plupart des enfants qui en sont atteints souffrent d'arriération mentale à un degré léger ou modéré. On m'avait dit que la vie de Jenny serait très limitée – à condition encore qu'elle survive. Il lui fallait subir une intervention cardiaque le plus rapidement possible.

Après son opération, je suis restée à son chevet à l'hôpital, suivant les directives de nombreuses infirmières. Puis deux jeunes médecins, encore en formation, m'ont demandé de quitter la chambre le temps qu'il fasse une prise de sang à Jenny. Ma présence les rendait nerveux. Une demi-heure plus tard, j'attendais toujours à la porte de la chambre, inquiète pour ma fille. Son cardiologue qui passait par là m'a demandé ce que je faisais. Quand je lui ai expliqué la situation, il a rompu avec sa bonhomie habituelle pour me sermonner. « C'est à vous d'intercéder pour elle! » s'est-il exclamé. « Et si elle avait besoin d'un spécialiste? C'est à vous de monter au créneau et de protéger ses intérêts. » Comme j'ai eu de la chance d'apprendre cette leçon quand ma fille était encore si jeune!

Intercession. C'est le mot-clé auquel doivent

se raccrocher les parents qui veulent obtenir un enseignement optimal pour leur enfant handicapé.

Ma fille est née à une époque passionnante aux États-Unis. Une loi avait déjà été adoptée qui imposait aux écoles publiques l'obligation de dispenser un enseignement approprié à tous les enfants handicapés. Avant l'application de la Loi en faveur de l'éducation des personnes handicapées (Individuals with Disabilities Education Act, IDEA), en 1975, beaucoup d'enfants atteints de déficiences intellectuelles se voyaient refuser le droit d'aller à l'école. Pour autant, malgré l'adoption de nouvelles lois, mon rôle de protectrice des intérêts de mon enfant est resté critique.

Ma première action a été d'apprendre tout ce que je pouvais : sur le handicap de mon enfant, sur les lois fédérales et de l'État qui régissent l'enseignement spécial et sur ma juridiction scolaire locale. Ma fille n'avait pas encore un mois que déjà j'avais adhéré à un groupe d'entraide de parents d'enfants trisomiques. J'ai appris que non seulement ces enfants présentent un large éventail d'aptitudes, mais aussi que les éducateurs réévaluent leur potentiel intellectuel parce que parallèlement aux occasions supplémentaires de réussir en classe qui leur sont données, leurs résultats scolaires s'améliorent.

L'une de ces occasions, par exemple, est « l'intervention précoce ». Peu avant la naissance de Jenny, une loi fédérale avait été adoptée qui obligeait les États à prodiguer des services éducatifs et thérapeutiques gratuits aux nouveau-nés et aux enfants d'âge préscolaire handicapés. En Virginie, l'État de notre résidence, Jenny avait ainsi droit à des séances de psychomotricité et d'orthophonie. Mais la demande de services dépassait largement l'offre de thérapeutes. Ce fut pour moi l'occasion rêvée de mettre à l'essai mes qualités d'avocate. Ferme, courtoise, persistante, j'ai obtenu de bons résultats – ce qui m'a un peu surprise. J'ai convaincu l'administratrice du programme, elle-même psychomotricienne, de prendre en charge Jenny.

CÉLÉBRATION DES CONTRIBUTIONS DES PERSONNES HANDICAPÉES

Ce scénario s'est répété de nombreuses fois pendant la scolarité de ma fille. Les services éducatifs de qualité existent, mais les parents doivent savoir les localiser et plaider la cause de leur enfant pour qu'il y ait accès.

À l'âge de deux ans, Jenny était inscrite à l'école publique dans une classe de prématernelle pour enfants handicapés. Elle était également inscrite dans une garderie privée novatrice qui incluait deux enfants handicapés dans chaque classe, dont les effectifs étaient limités à dix. Jenny s'est épanouie dans ce milieu en jouant aux côtés de ses camarades non handicapés.

Mais l'éducation d'un enfant handicapé ne se limite pas à l'octroi de services thérapeutiques ni au choix d'une bonne maternelle. Il faut aussi renforcer chaque leçon à la maison, faire apprendre les lettres et les chiffres, travailler la prononciation. Il faut inculquer des comportements, louer les succès aussi minimes soient-ils et dire, « Essaie de faire de ton mieux ». Il faut se réjouir des aptitudes de son enfant et avoir la conviction qu'à force de s'entraîner elle réussira. Par exemple, quand Jenny était en maternelle, une thérapeute en motricité fine a prédit que ma fille n'apprendrait jamais à écrire parce qu'elle manquait de tonus musculaire. Aujourd'hui, son écriture est plus nette que celle de son frère ou de sa sœur.

En prévision de son entrée en grande section de maternelle, j'ai pris rendez-vous avec la directrice de l'enseignement spécial des écoles publiques de notre ville. De par la loi, les enfants handicapés doivent être éduqués dans l'environnement le moins restrictif au sein duquel ils sont capables de faire des progrès, et cette personne était persuadée que Jenny s'épanouirait dans une classe normale. J'étais ravie! Toutefois, elle comme moi avions sous-estimé la résistance qui nous serait opposée. La directrice de l'école de notre quartier ne voulait pas d'enfants handicapés dans les classes d'enseignement classique. Elle ne voulait même pas que les enfants handicapés entrent dans l'établissement aux côtés de leurs camarades non handicapés.

J'aurais pu porter plainte au tribunal. À la place, j'ai convaincu la directrice de l'enseignement spécial d'inscrire Jenny dans une école publique plus progressive. Cette personne m'a nommée à deux comités consultatifs. J'ai pu ainsi collaborer avec les enseignants en vue d'améliorer les programmes d'éducation spécialisée et de changer l'attitude des personnes qui voyaient le handicap avant de voir l'enfant.

Quand elle était en cours moyen, Jenny était dans

une classe qui était prise en charge par une enseignante classique, une éducatrice spécialisée et une assistante de vie scolaire. Ma fille s'est fait de nouveaux amis et a découvert de nouveaux modèles à émuler. Les autres élèves ont développé leur compassion pour les enfants qui ne sont pas comme les autres ou qui ne s'expriment pas de la même façon.

Mon rôle était d'aider les enseignants de Jenny à formuler un plan d'éducation spécialisée (IEP, Individualized Education Plan) – clé de voûte de la loi relative à l'éducation des enfants handicapés. La plupart des enseignants appréciaient mon intervention. D'autres, en revanche, voulaient simplement que j'accède à leurs recommandations. Mais je ne me suis pas laissé intimider. Qui mieux que moi savait que Jenny perdrait tous ses moyens devant une page remplie de problèmes de mathématiques, alors qu'elle pourrait les résoudre s'ils étaient espacés, parce qu'elle était sensible à la présentation visuelle des choses? J'avais un point de vue important à présenter.

Pendant toutes ses années passées à l'école primaire, Jenny a suivi le même cursus que ses camarades non handicapés, mais ses devoirs étaient moins longs et moins complexes.

Bien intégrée à l'école, Jenny a participé avec enthousiasme à des activités extrascolaires. Elle a remporté des médailles dans des épreuves de course à pied organisées sous l'égide de l'association Special Olympics. Elle a joué au football dans une ligue régulière, et à une version modifiée du baseball, dite « Challenger », pour enfants handicapés. Jenny a adhéré à un groupe d'éclaireuses et je suis devenue guide adjointe pour faciliter son inclusion.

Comme son frère et sa sœur, Jenny a suivi les cours d'instruction religieuse dispensés dans notre synagogue. J'ai demandé à ce qu'une adolescente soit affectée dans la classe de Jenny, pour l'aider, parce qu'il n'y avait pas de programme d'éducation spéciale. Elles ont travaillé dur, et leur labeur a porté ses fruits: à 14 ans, Jenny a dirigé son service de Bat Mitzvah en anglais et en hébreu, atteignant ainsi le même objectif que ses camarades non handicapés. Elle n'avait jamais été aussi fière. Aujourd'hui, elle est assistante dans la classe de maternelle de notre école religieuse.

Si la scolarité de Jenny à l'école primaire s'est révélée satisfaisante, les années du collège ont présenté des problèmes. Parce que les cours pour enfants atteints

CÉLÉBRATION DES CONTRIBUTIONS DES PERSONNES HANDICAPÉES

d'arriération mentale étaient trop simplistes et qu'ils étaient dispensés dans une partie de l'établissement coupée du reste des élèves, j'ai inscrit Jenny dans une classe ordinaire, qui proposait un soutien limité aux élèves qui avaient des déficiences intellectuelles. Mais d'autres problèmes se sont alors posés – il y avait trop de choses à apprendre, trop rapidement, pour que Jenny puisse suivre. Il fallait trouver une situation à temps pour les années du lycée.

J'ai fini par inscrire ma fille dans un petit lycée catholique qui proposait un programme d'inclusion modifiée, dit « Options », aux élèves atteints de déficiences intellectuelles. Ces élèves se faisaient enseigner les disciplines fondamentales dans des classes à part et ils rejoignaient leurs camarades non handicapés pour les matières à options, expression artistique ou art dramatique par exemple. Fait plus important encore, ce lycée s'efforce sérieusement d'inclure les élèves de la filière Options dans l'ensemble de la communauté scolaire. Environ 90 lycéens non handicapés choisissent de leur plein gré de passer du temps dans les classes adaptées au lieu d'aller faire leurs devoirs en salle d'études. Un grand nombre d'entre eux déjeunent avec leurs camarades handicapés et les rejoignent dans le cadre des activités périscolaires. La fréquentation de lycéens handicapés est bien vue.



Jenny et Jeanne s'imprègnent de l'ambiance du Festival 2006 de la Renaissance, dans le Maryland.

Jenny est au comble de la joie. Elle participe aux clubs de l'école, à ses manifestations sportives et à ses soirées dansantes. Elle rédige une rubrique régulière pour le journal du lycée. Elle a fait partie de sa compagnie théâtrale. C'est vraiment incroyable. Quand elle avait cinq ans, elle était incapable de prononcer une phrase complète. Aujourd'hui, elle lit les nouvelles du lycée dans le cadre d'un programme de télévision en circuit fermé qui est diffusé dans tout l'établissement, dont la grande majorité des élèves ne sont pas handicapés.

Certes, j'ai dû redoubler d'efforts pour apprendre à ma fille à faire valoir ses intérêts. Quand elle est arrivée dans cette école catholique, les lycéens croyaient qu'elle ne faisait pas le signe de croix avant les prières parce qu'elle ne savait pas le faire, étant handicapée. Il ne leur était pas venu à l'esprit qu'elle ne se signait pas parce qu'elle était juive. Mais les parents doivent apprendre à leur enfant handicapé à s'exprimer par lui-même. Si on ne le fait pas, comment peut-on espérer que nos enfants deviendront indépendants?

Cette année, Jenny est en terminale. Que fera-t-elle quand elle aura fini ses études? Nous nous sommes familiarisés avec les programmes de formation professionnelle proposés par l'école publique. Mais Jenny est déterminée à s'inscrire à l'un des nouveaux programmes universitaires destinés aux étudiants qui ont une déficience intellectuelle. Ces programmes coûtent cher, mais c'est une option que nous envisageons parce que Jenny adore apprendre.

Jenny espère travailler un jour avec des enfants. Elle rêve aussi d'avoir un petit ami et de se marier. Mes espoirs pour Jenny ont été remplacés par les siens. Une bonne éducation lui a donné un avenir prometteur. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

© Robert F. Holden

Mandy Oei

Mandy Oei, fille d'immigrants indonésiens, a grandi au Texas. Profondément sourde, elle a passé quatre ans dans un institut spécialisé où elle a bénéficié de séances d'orthophonie et appris à lire sur les lèvres tout en suivant des cours dans les disciplines habituelles. Elle a ensuite fréquenté des établissements classiques et obtenu son diplôme de fin d'études secondaires. Elle est titulaire d'une licence d'anglais, axée sur la création littéraire, qui lui a été décernée par l'université Stanford. Pendant qu'elle faisait ses études universitaires, Mandy Oei a suivi un stage à la société Microsoft, le géant de l'informatique. Une fois diplômée, elle a été embauchée dans l'entreprise en qualité de rédactrice technique à plein temps. Dans les pages qui suivent, Mandy Oei livre ses réflexions sur ses études universitaires et son emploi à Microsoft. Propos recueillis via courriel par Robin Yeager, rédactrice en chef de cette revue électronique du département d'État.



Mandy Oei

© Josh Isaac, Microsoft Corporation

concerne votre stage ?

Oei: Au cours de ma quatrième année d'études, j'ai été contactée par Microsoft. J'avais envoyé mon C.V. à cette société, qui m'a ensuite contactée pour me proposer un entretien. Cet entretien s'est déroulé par téléphone. On a utilisé un système de relais, ce qui est une méthode un peu plus lente qu'un appel téléphonique direct entre deux personnes. Le responsable de

l'embauche s'est montré très patient [face à cette procédure] et, à la fin de l'entretien, j'avais une bonne impression de Microsoft. On m'a ensuite fait venir en avion de Stanford à Redmont [près de Seattle, dans l'État de Washington] pour que je rencontre différentes personnes. Le recruteur m'a demandé si j'avais besoin d'adaptations et quand j'ai demandé un interprète il ne m'a pas posé beaucoup de questions, si ce n'est sur mes préférences en matière de langage gestuel. Cela m'a beaucoup impressionnée parce que cela montre que Microsoft comprend les besoins des personnes sourdes.

Tout au long de la procédure d'embauche, j'ai eu deux interprètes gestuels à ma disposition. J'ai eu des entretiens avec une douzaine de personnes et j'ai eu le plaisir de constater que personne ne s'est senti gêné de communiquer avec moi par l'intermédiaire d'un interprète, ce qui était probablement une nouvelle expérience pour beaucoup de mes interlocuteurs. J'ai donc été ravie quand on m'a proposé un stage de rédactrice technique. Cela a influencé mes futures interactions avec Microsoft.

Q: Qu'est-ce que vous faites à Microsoft ?

Oei: A Microsoft, je suis rédactrice technique. Mon groupe est propriétaire de la documentation relative aux systèmes d'exploitation de Windows Embedded et de Windows Mobile ainsi qu'aux outils dont se servent les programmeurs pour élaborer des versions personnalisées de ces systèmes d'exploitation, lesquels sont utilisés dans toute une gamme de dispositifs, dont l'équipement industriel, les caisses enregistreuses, les « Smartphones » et les ordinateurs de poche Pocket PC. Je collabore avec des programmeurs à la

Question: Quelles difficultés avez-vous rencontrées en tant qu'étudiante dans une université classique ? Est-ce que Stanford proposait un encadrement spécial aux étudiants handicapés ?

Oei: Je ne me faisais pas trop de soucis en ce qui concerne les possibilités d'adaptation à Stanford... Il y avait un encadrement de qualité pour les étudiants handicapés. Ceci dit, les difficultés auxquelles je me suis heurtée étaient les mêmes que pour les autres étudiants... Stanford a fait venir un interprète gestuel à mes cours. Durant les quatre années pendant lesquelles j'ai vécu dans un dortoir, j'avais accès à un téléimprimeur et ma chambre était équipée d'un dispositif visuel d'alerte incendie à lumière stroboscopique. En outre, le personnel avait été informé de ma situation, à toutes fins utiles. [Un téléimprimeur est un appareil de télécommunication pour les personnes malentendantes qui relie le téléphone à un dispositif composé d'un écran et d'un clavier.]

Q: Comment s'est effectuée la transition de la vie universitaire au monde du travail, y compris en ce qui

CÉLÉBRATION DES CONTRIBUTIONS DES PERSONNES HANDICAPÉES

rédaction de la documentation concernant ces outils ainsi qu'à la rédaction des textes qui apparaissent dans les menus, les boîtes de dialogue et sur l'écran quand on utilise ces outils. Je dois m'assurer que le texte est libellé de manière claire et succincte.

Q: Comment les autres employés réagissent-ils à votre handicap ?

Oei: Les employés de Microsoft ont l'habitude de travailler avec des gens issus des milieux les plus divers et j'ai constaté que les gens ont l'esprit très ouvert et qu'ils sont prêts à accepter les différences. Plusieurs fois, par exemple, il m'est arrivé d'aller voir des gens que je ne connaissais pas et quand ils ont compris que j'étais sourde et qu'on aurait peut-être besoin d'un tableau blanc [tableau émaillé blanc qui s'utilise avec des marqueurs effaçables] ou d'une machine à traitement de texte pour communiquer, personne ne s'est jamais formalisé, tout le monde trouve cela normal. Normalement, je ne révèle pas ma surdité, sauf si je réclame un interprète, et je crois qu'ainsi les gens savent à quoi s'en tenir. Quand un nouveau membre vient rejoindre notre groupe, il suffit de lui donner quelques conseils pour que cette personne apprenne à communiquer sans problème avec moi : par exemple, il faut se rappeler de ne pas parler tous en même temps pendant les réunions pour que l'interprète puisse suivre la conversation ; il faut penser aussi à me regarder quand on me parle et à s'exprimer un peu plus lentement pour que je puisse lire sur les lèvres.

Q: Est-ce que votre déficience auditive affecte votre activité professionnelle, vos possibilités de déplacement ou vos interactions avec vos collègues dans d'autres bureaux ? Comment gérez-vous ces activités ?

Oei: Ma surdité ne m'empêche pas de me déplacer. Par exemple, je viens d'effectuer un séjour en Californie pour des raisons personnelles et je n'ai eu aucun mal à faire des réservations. Le seul problème que j'ai vraiment eu, c'était d'éviter de me perdre quand je circulais en voiture. Chez Microsoft, tout le monde a largement recours au courriel, à la messagerie instantanée et aux sites internes sur la toile pour communiquer. Ce sont des formes visuelles de communication qui ne font pas appel au son ; autrement dit, la surdité n'empêche pas la communication avec les collègues ou les employés d'autres bureaux.

Pendant les réunions de travail, j'ai généralement un interprète qui traduit pour moi, et j'ai accès à des services

de relais quand j'ai besoin de passer un coup de fil, ce qui n'est pas souvent. Quand je communique directement avec un de mes collègues, j'ai parfois recours aux services d'un interprète pour faciliter la communication si la discussion est importante. Mais souvent, je préfère m'exprimer par moi-même et lire sur les lèvres de mon interlocuteur. Si on n'arrive pas à se comprendre, on écrit ce qu'on essaie de se dire.

Q: Combien de personnes travaillent dans votre unité ? Êtes-vous la seule personne qui ait une incapacité grave ?

Oei: Mon groupe se compose de près d'une quarantaine d'employés à plein temps. Certains ont d'autres déficiences, mais je suis la seule qui soit sourde et qui ait recours aux services d'un interprète gestuel. D'un point de vue médical, on peut interpréter ma surdité comme une incapacité grave parce que sans appareil auditif je ne peux pas entendre quoi que ce soit. Mais je vois les choses sous un jour différent. La surdité fait partie de mon identité, mais ce n'est pas la première chose à laquelle je pense quand on me demande de définir ma personnalité. Le fait d'être sourde marque mon existence, mais il ne m'a pas empêchée d'avoir un emploi productif, de vivre de façon indépendante dans ma maison ni d'avoir beaucoup d'amis.

Q: A votre avis, est-ce que Microsoft récupère ses investissements dans le recrutement d'employés handicapés, y compris quand on ajoute la formation du reste du personnel ?

Oei: Absolument. Par exemple, avant que je sois embauchée comme interne, le responsable de mon groupe a fait venir un consultant externe pour apprendre à mes collègues à travailler avec une personne sourde. Cela s'est révélé très utile pendant la phase initiale de notre collaboration. En outre, plusieurs de mes collègues ont suivi des cours de langage gestuel parce qu'ils voulaient apprendre cette langue et aussi communiquer plus facilement avec moi. Ces facteurs ont influencé ma décision de vouloir travailler à plein temps pour l'entreprise à la fin de mon stage. En incluant les personnes handicapées dans sa procédure de recrutement, Microsoft a accès à un plus grand nombre de candidats et accroît d'autant ses chances de découvrir quelqu'un qui a beaucoup de talent et qui sera un atout pour l'entreprise. La présence d'employés issus de milieux divers favorise la diversité des perspectives et la créativité. ■

Bibliographie (en anglais)

Albrecht, Gary L. et al., eds. *Encyclopedia of Disability*. 5 vols. Thousand Oaks, CA: Sage Publications, 2006.

The Alliance for Technology Access. *Computer Resources for People with Disabilities: A Guide to Assistive Technologies, Tools, and Resources for People of All Ages*. 4th ed. rev. Alameda, CA: Hunter House, 2005.

Blanck, Peter D., ed. *Disability Rights*. Burlington, VT: Ashgate, 2005.

For other publications by Peter D. Blanck, see the Burton Blatt Institute Web site at <http://www.bbi.syr.edu>.

Bordwin, Martin G., Elizabeth Cardoso, and Tristen Star. "Computer Assistive Technology for People Who Have Disabilities: Computer Adaptations and Modifications." *The Journal of Rehabilitation*, vol. 70, no. 3 (July-Sept 2004): pp. 28-33.

Bowman, Cynthia Ann and Paul T. Jaeger, eds. *A Guide to High School Success for Students with Disabilities*. Westport, CT: Greenwood, 2004.

Colker, Ruth. *The Disability Pendulum: The First Decade of the Americans with Disabilities Act*. New York: New York University, 2005.

Erickson, Elizabeth. "Outdoor Recreation Opportunities in the Southwest for People with Disabilities: Organizations, Programs, and Equipment." *Palaestra*, vol. 22, no. 1 (Winter 2006): pp. 29-32, 54, 60.

Furlong, Lisa. "Special Challenges: Students with Disabilities Find Co-op and Internship Opportunities." *Diversity/Careers in Engineering & Information Technology*, (Summer/Fall 2003): 13 pp.

Field, Marilyn J., Alan M. Jette, and Linda G. Martin. *Workshop on Disability in America, a New Look: Summary and Papers: Based on a Workshop of the Committee on Disability in America: A New Look, Board on Health Sciences Policy*. Washington, DC: National Academies Press, 2006.

Available in alternate formats and online at <http://www.iom.edu/?id=33188>.

Hopkins, Janet. "All Students Being Equal: Helping Your Special Needs Students Using These Resources." *Technology & Learning*, vol. 26, no. 10 (May 2006): pp. 26-28.

International Disability Rights: An Overview and Comparative Analysis of International and National Initiatives to Promote and Protect the Rights of Persons with Disabilities. Washington, DC: Law Library of Congress, [2005].

Jaeger, Paul T. and Cynthia Ann Bowman. *Understanding Disability: Inclusion, Access, Diversity, and Civil Rights*. Westport, CT: Greenwood, 2005.

Jones, Nancy Lee. *The Americans with Disabilities Act and Emergency Preparedness and Response*. Washington, DC: Congressional Research Service, Updated 21 July 2006. <http://ncseonline.org/NLE/CRSreports/06Jul/RS22254.pdf>

Jones, Nancy Lee. *The Americans with Disabilities Act: Supreme Court Decisions*. Washington, DC: Congressional Research Service, Updated 2 March 2006. http://www.opencrs.com/rpts/RL31401_20060302.pdf

King, Gillian A., Elizabeth G. Brown, and Linda K. Smith, eds. *Resilience: Learning from People with Disabilities and the Turning Points in Their Lives*. Westport, CT: Greenwood, 2003.

Klein, Stanley D. and John D. Kemp, eds. *Reflections from a Different Journey: What Adults with Disabilities Wish All Parents Knew*. New York: McGraw-Hill, 2004.

Kohler, Keith. "Visually Impaired Students Meet the Challenge." *National Aeronautics and Space Administration: Features and News* (22 October 2006): 3 pp.
http://www.nasa.gov/audience/forstudents/9-12/features/F_Visually_Impaired_Meet_Challenge.html

McMahon, Brian T. and Linda R. Shaw, eds. *Enabling Lives: Biographies of Six Prominent Americans with Disabilities*. Boca Raton, FL: CRC Press, 2000.

Phillips, Adam. "Disability Services Help Others." *VOA News* (6 June 2006): 3 pp.
<http://www.voanews.com/english/archive/2006-06/2006-06-06-voa22.cfm>

Ray, Lucinda and Kimberly Atwell. "The Web and Special Education." *Computers in the Schools*, vol. 21, no. 3-4 (March 2005): pp. 53-67.

Salend, Spencer J. "Using Technology to Teach and Individual Differences Related to Disabilities." *Teaching Exceptional Children*. vol. 38, no. 2 (November-December 2005): pp. 32-38.

Discusses Web sites, curriculum guides, films, books, magazines, streaming video, and other learning tools.

Samuels, Christina A. "Disability Less Likely to Hold Back Youths Following High School." *Education Week*, vol. 24, no. 44 (10 October 2005): pp. 1,19.

Santos, Ann. "ADA: 15 and Counting." *PN/Paraplegia News*, vol. 59, no. 7 (July 2005): pp. 20-22.

Steelman, Patricia, comp. *Select Bibliography of Children's Books about the Disability Experience*. [Chicago]: Schneider Family Book Award Committee, Revised April 2006.
<http://www.ala.org/ala/awardsbucket/schneideraward/bibliography.htm>

Stroman, Duane F. *The Disability Rights Movement: From Deinstitutionalization to Self-Determination*. Lanham, MD: University Press of America, 2003.

Sygall, Susan, and Michele Scheib, eds. *Rights and Responsibilities: A Guide to National and International Disability-Related Laws for International Exchange Organizations and Participants*. Eugene, OR: National Clearinghouse on Disability and Exchange, Mobility International USA, 2004.
Available in alternate formats and online at <http://www.miusa.org/>.

Turkington, Carol and Joseph Harries, eds. *The Encyclopedia of Learning Disabilities*. 2d ed. New York: Facts on File, 2006.

U.S. Bureau of the Census. *Disability and American Families: 2000*. Special Report. Washington: The Bureau, July 2005.
<http://www.census.gov/prod/2005pubs/censr-23.pdf>

U.S. Department of Education. Office of Special Education and Rehabilitative Services. *Disability Employment 101*. rev. ed. Washington: June 2006.
<http://www.ed.gov/about/offices/list/osers/products/employmentguide/index.html>

U.S. Department of Justice. Civil Rights Division. *Access for All: Five Years of Progress; A Report from the Department of Justice on Enforcement of the Americans with Disabilities Act*. Washington: The Division, 11 October 2006.
<http://www.ada.gov/5yearadarrpt/fiveyearada.pdf>

Le département d'État décline toute responsabilité quant au contenu et à l'accessibilité de la documentation énumérée ci-dessus provenant d'autres agences et organisations. Tous les liens Internet étaient actifs en novembre 2006.

Sites Internet

GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

DisabilityInfo.gov

<http://www.disabilityinfo.gov/digov-public/public/DisplayPage.do?parentFolderId=500>

Developed as a partnership of more than 20 federal agencies in response to President Bush's New Freedom Initiative, this is a one-stop, comprehensive gateway of annotated links to disability-related resources, primarily from the government, although the nongovernmental sector is represented as well. Subjects covered include education, emergency preparedness, employment, health, technology, transportation, housing, community life, and civil rights. Within each of these major categories are a number of subcategories as well as related news, upcoming events, state and local resources, grants and funding information, and laws and regulations.

ADA Home Page

<http://www.ada.gov/>

From the U.S. Department of Justice, this page provides in-depth information and technical assistance on the Americans with Disabilities Act.

Disability Rights

http://usinfo.state.gov/scv/history_geography_and_population/civil_rights/disability_rights.html

This Web site from the Office of International Information Programs of the Department of State includes staff-written articles and links to reports and other resources.

Federal Employment of People with Disabilities

<http://www.opm.gov/disability/>

This site provides access to information that is "relevant to the recruitment, employment, and retention of individuals with disabilities in the Federal Government." Included are federal and state laws, other governmental and nongovernmental sites, and success stories of federal employees with disabilities.

JAN: Job Accommodation Network

<http://www.jan.wvu.edu/>

JAN is a toll-free information and referral service for employers, people with disabilities, rehabilitation professionals, and people affected by disability. A service of the Office of Disability Employment Policy of the U.S. Department of Labor, JAN focuses on job accommodations for people with disabilities, the employment provisions of the ADA, and resources for technical assistance, funding, education, and related services.

National Council on Disability

<http://www.ncd.gov/>

An independent federal agency that recommends policies to the president and Congress to enhance the quality of life for the disabled. Publishes reports, a newsletter, and a listserv.

National Library Service for the Blind and Physically Handicapped (NLS)

<http://www.loc.gov/nls/index.html>

Part of the Library of Congress, NLS circulates materials through a national network of cooperating libraries. A valuable section of this site is the NLS Reference Materials. See, for example, the resource guides on Assistive Technology Products, and the Employment of People with Disabilities, the bibliography on Disability Awareness, and Added Entries, a database of new materials.

U.S. Census Bureau: Disability

<http://www.census.gov/hhes/www/disability/disability.html>

Reports, briefs, and data on disability and links to other sites with disability statistics are provided by the statistical arm of the U.S. Department of Commerce.

U.S. Department of Education. Office of Special Education and Rehabilitative Services (OSERS)

<http://www.ed.gov/about/offices/list/osers/index.html?src=oc>
Serving people with disabilities of all ages, OSERS provides news, information, and resources on the Individuals with Disabilities Education Improvement Act of 2004 (IDEA), as well as a tool kit for teaching and assessing students with disabilities. The three components of OSERS are: the Office of Special Education Programs, the Rehabilitation Services Administration, and the National Institute on Disability and Rehabilitation Research.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

National Disability Organizations

<http://www.disabilityinfo.gov/digov-public/public/DisplayPage.do?parentFolderId=5195>
This is a comprehensive, annotated list of national organizations covering all manner of disabilities from DisabilityInfo.gov. Additional selected organizations are listed below.

ABLEDATA

<http://www.abledata.com>
ABLEDATA consists of a database of 19,000 “assistive technology products and rehabilitation equipment available from domestic and international sources.” Information is also provided on the companies that sell these products, though none are sold on the site. ABLEDATA is maintained for the National Institute on Disability and Rehabilitation Research of the U.S. Department of Education.

American Association of adaptedSPORTS™ Programs (AAASP)

<http://www.aaasp.org/>
An interscholastic athletic program for students in grades one through 12 with visual or physical impairments, AAASP develops and operates statewide league programs, as well as a training and certification infrastructure for coaches, officials, and coordinators.

American Congress of Community Supports and Employment Services (ACCSES)

<http://www.accses.org/>
State rehabilitation associations and community rehabilitation programs work together to maximize “employment opportunities and independent living for individuals with mental and physical disabilities.” This site links to networking opportunities, advocacy information, issue briefs, and other materials.

Association of University Centers on Disabilities (AUCD)

<http://www.aucd.org/>
This network of interdisciplinary centers focuses on research, education, and service to “individuals with developmental and other disabilities, their families, and communities.”

Best Buddies

<http://www.bestbuddies.org/site/c.ljJ0J8MNI5E/b.933717/k.CBF8/Home.htm>
This nonprofit organization is dedicated to enhancing the lives of people with mental retardation by providing opportunities for one-to-one friendships and integrated employment. Best Buddies International currently has chapters in 25 countries and is planning to expand in the future.

Center on Human Policy, Law, and Disability Studies (CHPLDS)

<http://disabilitystudies.syr.edu/>
CHPLDS is “a network of academic programs, centers, student organizations, and affiliated faculty.” Resources on public education, research, training, advocacy, and academic programs are accessible on this site.

Disability Rights and Independence Living Movement Project

<http://bancroft.berkeley.edu/collections/drilm/>
Launched in 1996, this collection of primary documents consists of more than 100 oral histories with leaders, participants, and observers of the movement in the 1960s and 1970s, as well as personal papers and the records of key disability organizations. Housed at the Bancroft Library at the University of California, Berkeley.

Disabled Sports USA

<http://www.dsusa.org/>

This nonprofit organization offers nationwide sports rehabilitation programs to anyone with a permanent disability. DS/USA also prepares and selects athletes to represent the United States at the Summer and Winter Paralympic Games, competitions for individuals with disabilities that are recognized by the International Olympic Committee.”

Independence, Inc.: Magazines, Books, Newsletters, Arts, and Other Media Links

<http://www.independenceinc.org/giant/magaz.htm>

This comprehensive, annotated guide to resources comes from a Kansas-based independent-living resource center.

Independent Living Institute

<http://www.independentliving.org/>

To promote disabled people's self-determination, self-respect, and dignity, this policy association provides information, training materials, consultancy, and technical assistance. It also works with similar local, national, and international organizations, including self-help groups in developing countries.

International Day of Disabled Persons, December 3, 2006

<http://www.un.org/esa/socdev/enable/disiddp.htm>

The theme of this year's International Day of Disabled Persons is "E-Accessibility." The annual observance seeks to increase awareness of disability issues and increase support for the rights, dignity, and wellbeing of persons with disability. Sponsored by the Division for Social Policy and Development of the United Nations' Department of Economic and Social Affairs.

Mobility International USA

<http://www.miusa.org/>

This nonprofit organization promotes "international educational exchange, leadership and disability rights and travel for persons with and without disabilities." MIUSA sponsors the National Clearinghouse on Disability and Exchange.

National Clearinghouse on Disability and Exchange (NCDE)

<http://www.miusa.org/ncde>

Sponsored by the Bureau of Educational and Cultural Affairs of the United States Department of State and administered by Mobility International USA, the clearinghouse is a comprehensive source of information on international disability and exchange. The site includes guides, tip sheets, personal stories, links, mailing lists, and an online magazine, A World Awaits You.

National Coalition for Disability Rights (NCDR)

<http://www.ncdr.org/>

NCDR, an alliance of hundreds of disability, civil rights, and social justice organizations, provides resources for advocacy and awareness, including the ADA Watch news and alert service and the ADA Document portal page.

National Dissemination Center for Children with Disabilities (NICHCY)

<http://www.nichcy.org/index.html>

NICHCY acts as "the central source of information" on disabilities in all children, the Individuals with Disabilities Education Act (IDEA), the No Child Left Behind presidential initiative, and research-based material on effective educational practices. See, for example, the resource list on Disability Awareness. Information is available in English and Spanish.

National Organization on Disability (N.O.D.)

<http://www.nod.org/>

N.O.D. focuses on community involvement, economic participation, and access to independence for people with disabilities. Calendars of upcoming events, statistics and surveys, links, and a newsletter are accessible through this site.

U.S. Paralympics

<http://www.usolympicteam.com/paralympics/>

Official site of the U.S. Paralympic team, which offers competition to athletes who are physically impaired. The international Paralympic Games follow the Olympic Games and Olympic Winter Games at the same venues and facilities.

VSA arts

<http://www.vsarts.org/>

This international nonprofit organization works through a network of affiliates in the United States and in more than 60 countries to promote access to the arts for millions of people with disabilities, to support arts programming in schools, and to showcase the accomplishments of artists with disabilities. Of note is a list of books, plays, and films.

World Institute on Disability (WID)

<http://www.wid.org/>

An international public policy center dedicated to strengthening the disability movement through “research, training, advocacy and public education so that people with disabilities throughout the world enjoy increased opportunities to live independently.”

Whirlwind Wheelchair International (WWI)

<http://www.whirlwindwheelchair.org/>

Active in over 45 countries in Africa, Asia, and Latin America, WWI designs off-road wheelchairs for production and use in developing nations. Recent initiatives include building chairs in India, which are then shipped and assembled for use in Afghanistan, and a project to promote “conflict resolution, economic development and the socio-economic integration of children and adults with mobility impairments in the South Caucasus.”

Le département d'État décline toute responsabilité quant au contenu et à l'accessibilité de la documentation énumérée ci-dessus provenant d'autres agences et organisations. Tous les liens Internet étaient actifs en novembre 2006.



© AP Images/Bucks County Courier Times Donna Lere

Aux États-Unis, de nombreux animaux jouent un rôle important en tant qu'animaux de service pour les enfants et les adultes. Citons, entre autres, les chiens qui guident les aveugles, les singes qui aident à manipuler des appareils ménagers et les chevaux qui permettent aux enfants de s'élever au-dessus du niveau de leurs fauteuils roulants et d'avoir ainsi une autre vue du monde. Ici, Eileen et son amie « Kelly ».



© AP Images/Roswell Daily Record, Andrew Poertner

Jeremiah aime participer à un programme de thérapie pour les enfants aveugles. Il aime bien, en particulier, « voir » les chevaux grâce au toucher.



**UNE REVUE MENSUELLE
PROPOSÉE DANS
DIFFÉRENTES LANGUES**

Cinq éditions thématiques :

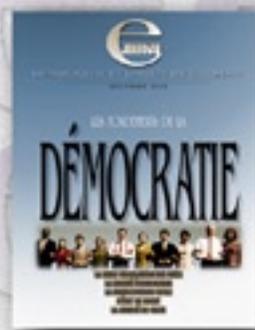
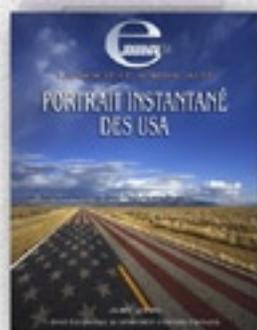
Perspectives économiques

Objectifs de politique étrangère

Dossiers mondiaux

Démocratie et droits de l'homme

La société américaine



CONSULTEZ LA LISTE COMPLÈTE DES TITRES
<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>